

INPRECOR

INTERCONTINENTAL PRESS

le 6 mars

Votez vraiment à gauche

et en même temps

**Dites non
à la politique d'austérité
du gouvernement**

**votez
pour la liste**

**La voix
des travailleurs
contre l'austérité**

soutenue par
Lutte ouvrière et la Ligue communiste révolutionnaire

FRANCE

**Des listes révolutionnaires
unitaires au
premier tour des
élections municipales**

ISRAEL

**Begin maintient
Sharon
dans son
gouvernement**



PEROU **Origine de la guérilla d'Ayacucho**

NIGERIA **Le retour de bâton du faux miracle pétrolier**

Sommaire du numéro 144 du 28 février 1983

3	ISRAEL	La pirouette du gouvernement Begin	Michel WARSCHAWSKI
5	LIBAN	Que sont devenus les Palestiniens du Sud-Liban ? Témoignage de Léa Tsemel, avocate israélienne	Propos recueillis par C. D.
7	FRANCE	L'enjeu des élections municipales	Jean LANTIER
9	—	La profession de foi des listes révolutionnaires	DOCUMENT
10	—	L'accord électoral LO-LCR	DOCUMENT
12	ITALIE	Un pacte social contre les travailleurs, entretien avec Rocco Papandrea, membre du conseil d'usine de la FIAT-Mirafiori	Propos recueillis par André DURET
15	PEROU	Le cours répressif du gouvernement de Belaunde Terry, entretien avec Hugo Blanco, député du PRT	Propos recueillis pour « INPRECOR »
18	—	Origine et caractéristiques de la guérilla péruvienne	Claude DEVILLIERS
21	NIGERIA	Le retour de bâton du faux miracle pétrolier	Claude GABRIEL
23	GUATEMALA	La dictature au banc des accusés du Tribunal permanent des peuples, entretien avec un participant à la session de Madrid	Propos recueillis par Renaldo TUCCI
25	NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE		
	AUSTRALIE : Le Congrès du Socialist Workers Party. QUEBEC : Grève générale dans le secteur public. EUROPE : Solidarité avec le Salvador. FEMMES : Rencontre internationale à Turin fin avril.		
28	URSS	Pas de trêve pour la répression avec Andropov	Anna LIBERA

Les articles signés ne représentent pas nécessairement le point de vue de la rédaction.
Les articles non signés expriment les positions du Secrétariat unifié de la IV^e Internationale.

ABONNEMENT
25 NUMÉROS
PAR AN

Chèques bancaires et chèques postaux libellés à l'ordre de « PEC », à adresser à *Inprecor*, 2, rue Richard-Lenoir, 93108, Montreuil, France.

Virements bancaires à « PEC », BNP, agence Robespierre, 153, rue de Paris, 93108 Montreuil, France, compte numéro 230179 / 90.

Virements postaux à «PEC », compte chèque postal numéro 2.322. 42. T PARIS.

Inprecor, abonnement un an, 25 numéros,
pour tous pays : 200 FF.

Par avion : Europe, Moyen-Orient, Afrique du Nord : 225 FF ; Afrique et Amériques : 265 FF ; Asie : 290 FF.

Pli fermé : France 300 FF ; tous les autres pays (par voie de surface) 320 FF ; pli fermé par avion, écrire à *Inprecor*.

POUR TOUT ABONNEMENT, REMPLIR CETTE FORMULE EN LETTRES MAJUSCULES

[illegible]

Numéro et Rue _____

[illegible]

Code Postal 1 _ 1 _ 1 _ 1 _ 1 Pays 1 _ 1 _ 1 _ 1 _ 1 _ 1 _ 1 _ 1 _ 1 _ 1 _ 1 _ 1 _ 1 _ 1 _ 1 _ 1 _ 1 _

Réabonnement ☐Abonnement ☐

La pirouette du gouvernement Begin

Malgré les accusations de la commission Kahane, Begin maintient Sharon dans son gouvernement

La publication, le 8 février dernier, des conclusions de la commission d'enquête sur les massacres dans les camps palestiniens de Sabra et de Chatila à Beyrouth (1) met fin à une période de trêve qui s'était installée en Israël dans le mouvement d'opposition à la politique belliciste du gouvernement de Menahem Begin. En reconnaissant « la responsabilité personnelle » du Premier ministre israélien « pour son manque d'intérêt dans toute l'affaire » et en prenant à partie le ministre de la Défense, Ariel Sharon, convaincu de « n'avoir pas pris en considération le danger d'actes de vengeance et d'effusions de sang » lors de l'entrée des phalangistes libanais dans les camps palestiniens, le juge Yitzhak Kahane et ses collaborateurs sont allés aussi loin qu'ils le pouvaient dans le cadre de cette commission d'enquête. Certes, ils ont refusé de prendre en compte les preuves de la présence de soldats israéliens dans les camps de Sabra et de Chatila pendant les massacres, d'admettre que l'état-major israélien et les phalanges libanaises étaient tout à fait d'accord sur ce qui devait advenir des réfugiés palestiniens de Beyrouth-Ouest, et sur le « nettoyage de la ville de toute présence étrangère » (2), et n'ont pu reconnaître ouvertement que l'armée israélienne a, en fait, trouvé tout à fait normal le massacre de femmes et d'enfants pour la simple raison que la politique gouvernementale a précisément été, au cours de la guerre du Liban, de tenter d'exclure la population palestinienne du genre humain. Begin n'a pas hésité à qualifier les Palestiniens de « bêtes à deux pattes ». Aussi, la commission Kahane a-t-elle reconnu la « responsabilité indirecte » du gouvernement israélien dans les massacres, mais pas sa complicité, pourtant évidente, car c'eût été admettre que le gouvernement Begin et l'état-major israélien étaient coupables de génocide et de crime contre l'humanité.

Cela dit, la commission d'enquête ne s'est pas contentée de trouver un bouc émissaire au sein de l'armée, comme beaucoup s'y attendaient, mais a porté de graves accusations contre le gouvernement, sachant que, ce faisant, elle enclenchait une nouvelle crise politique grave. En ce sens, les conclusions de la commission du juge Kahane rejoignent le point de vue d'une partie substantielle de la classe dirigeante sioniste — et de l'administration américaine —, qui considère que l'équipe au pouvoir en Israël est trop aventuriste, et donc dangereuse pour les intérêts à long terme du sionisme et de l'impérialisme.

Tout comme il y a cinq mois, lorsqu'il acceptait finalement de céder devant ceux qui réclamaient la mise en place d'une commission d'enquête sur les massacres de Sabra et de Chatila, Menahem Begin vient, cette fois aussi, de céder partiellement aux pressions, à la fois internes et externes, qui pesaient sur son cabinet gouvernemental. Ariel Sharon a été démis de son poste de ministre de la Défense, ce qui était une recommandation explicite de la commission d'enquête. Elle réclamait, en effet, notamment « que le ministre tire les conclusions personnelles appropriées des erreurs révélées sur la manière dont il s'est acquitté des devoirs de son poste » et affirmait que, « si nécessaire, le président du Conseil devra exercer ses prérogatives (...) pour écarter un ministre de ses fonctions (3) ». Mais Ariel Sharon reste membre à part entière de l'équipe gouvernementale, comme ministre sans portefeuille, confirmant ainsi que le gouvernement Begin s'aligne totalement sur la politique menée par le responsable des massacres du Liban.

BEGIN CONTOURNE LES RECOMMANDATIONS DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE

Cette décision du gouvernement Begin, entérinée par un vote majoritaire de la Knesset (Parlement), est « une gifle à la commission d'enquête et à la démocratie », a déclaré un responsable du Parti travailliste de Shimon Pérès, en montrant, à juste titre, que la commission d'enquête ne s'était pas contentée de critiquer le rôle du personnel d'Ariel Sharon dans les événements de Beyrouth, mais avait, de fait, remis en cause toute la politique et les méthodes du ministre de la Défense de l'époque. Pourtant, il y a derrière ce sentiment d'avoir été trompé une forte dose de naïveté, si ce n'est de mauvaise foi. Pouvaient-ils vraiment croire que Begin et son gouvernement allaient se démarquer de Sharon et de sa politique, alors que, pendant huit mois, ils avaient ratifié toutes ses initiatives politiques et militaires ? Qui s'imaginait vraiment que Sharon n'avait fait que manipuler le cabinet et la coalition gouvernementale, les obligeant à contresigner une politique à laquelle ils se seraient opposés fondamentalement ?

La politique du général Sharon au Liban et dans les territoires occupés pose, certes, de nombreux problèmes, et en particulier la question des tensions avec l'impérialisme américain, mais elle est, de fait, la seule possible, si on part des bases mêmes de la plate-forme du gouvernement Begin, à savoir l'annexion des territoires

occupés, la liquidation de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) et le renforcement de l'hégémonie sioniste au Proche-Orient. Et c'est bien pour cette raison, et non pas par crainte de Sharon et d'un coup d'Etat militaire éventuel, que le gouvernement israélien a délibérément choisi de garder Sharon en son sein.

La déception des opposants à Sharon est en fait à la mesure des illusions qu'ils avaient placées dans la commission d'enquête. Celle-ci a fait son travail, consciencieusement, mais bien évidemment sans outrepasser le cadre général des limites fixées par le maintien du consensus national. La commission du juge Kahane a donc reconnu la responsabilité indirecte du gouvernement, car, hormis Ariel Sharon lui-même ou le général Rafaël Eytan, personne en Israël n'est réellement à même d'avouer que l'Etat juif peut avoir planifié et mis la main à un tel massacre. La commission d'enquête a critiqué des excès, sans remettre en question la guerre du Liban en tant que telle, ce que d'ailleurs même l'organisation *Peace Now* (la Paix maintenant) se refuse à faire.

Tout compte fait, le gouvernement de Menahem Begin peut être satisfait. Il a bénéficié de cinq mois de calme intérieur, et la commission d'enquête sur les massacres de Sabra et de Chatila n'a fait que confirmer ce dont personne ne pouvait plus douter de toute façon. Mais la crise gouvernementale a pu être évitée, à froid, et, en prime, Israël reçoit en quelque sorte un certificat international de bonne conduite et un premier prix de démocratie, pour avoir laissé affirmer formellement sa participation indirecte aux massacres. Mais la publication des conclusions de la commission d'enquête sur les massacres de Sabra et de Chatila vient aussi de mettre un terme au « cessez-le-feu » intérieur que la grande majorité des forces opposées à la politique aventuriste de Begin et Sharon s'étaient imposée à l'annonce de la constitution de cette commission.

1. Sur les massacres intervenus à la mi-septembre 1982, voir *Inprecor* numéro 134 du 11 octobre 1982.

2. L'hebdomadaire *Time* du 4 octobre 1982 affirme que l'entrée des phalangistes libanais dans les camps palestiniens de Sabra et de Chatila avait été planifiée lors d'une rencontre entre les responsables militaires israéliens et phalangistes, le 15 septembre 1982. La possibilité d'un *kasach* (terme arabe signifiant l'acte de trancher et de découper) avait été évoquée à ce propos par les phalangistes, sans susciter de réaction des représentants militaires israéliens.

3. *Le Monde*, 9 février 1983.

Les centaines de milliers de manifestants qui s'étaient rassemblés à Tel-Aviv après les massacres de Sabra et de Chatila avaient réussi à mettre le gouvernement Begin devant un dilemme délicat : soit ignorer cette réaction de masse, mais risquer alors de voir se développer une crise pouvant provoquer une scission au sein de la coalition gouvernementale ; soit désamorcer la mobilisation en acceptant de reculer et permettre la constitution d'une commission d'enquête indépendante, au risque d'une condamnation ultérieure prononcée par cette même commission.

LA TREVE

Sous la pression des fractions minoritaires de son gouvernement, Begin avait finalement accepté de reculer le moment de la crise. A court terme, c'était sans aucun doute pour lui le meilleur choix possible.

Dès l'annonce de la constitution de la commission Kahane, le Parti travailliste et *Peace Now* se prononçaient pour une trêve avec le gouvernement, ne voulant pas préjuger des conclusions de la commission d'enquête. Le gouvernement avait, pour la première fois, depuis longtemps, les mains libres pour poursuivre sa politique au Liban. Sans cette trêve, il eût, par exemple, été très difficile à l'armée israélienne de poursuivre son intervention, très impopulaire parmi les masses israéliennes, dans les montagnes du Chouf libanais.

Un autre élément ayant contribué à la démobilisation du mouvement d'opposition au gouvernement Begin aura été l'ouverture des négociations entre Israël et le Liban à Chaldée et à Kiryat Shmoné. Le sentiment, largement partagé, que la guerre tirait à sa fin, et le refus des travaillistes et de *Peace Now* de mettre la délégation israélienne en difficulté par des mobilisations de masse et des pressions extérieures, vont permettre au général Sharon de faire monter les enchères (exigeance, par exemple, du maintien de bases israéliennes au Sud-Liban) et de faire piétiner les négociations, au prix d'une tension grandissante avec les Etats-Unis. Il a fallu près de deux mois pour parvenir à un accord sur l'ordre du jour des négociations et, à ce rythme, il y a toutes les chances pour que l'armée israélienne fête au Liban même, le premier anniversaire de l'invasion de juin 1982.

De toutes les forces qui s'étaient mobilisées entre juillet et septembre de l'année dernière contre Begin et sa sale guerre, seul le Comité contre la guerre au Liban a continué à mener une agitation systématique contre la présence israélienne au Liban. Il a refusé la trêve et rejeté les illusions de voir les pourparlers entre Israël et le Liban mettre rapidement fin au conflit. Il est pourtant significatif qu'à la manifestation centrale appelée le 25 décembre 1982 par le Comité contre la guerre au Liban — deux jours après que Sharon ait annoncé qu'il avait en poche un accord signé par le président libanais Amine Gemayel —, la majorité des 4 000 manifestants n'appartenait pas à la mou-

vance traditionnelle des manifestants contre la guerre.

Pourtant, la guerre est de plus en plus impopulaire. L'armée israélienne s'embourbe au Liban, et chaque jour son porte-parole annonce de nouvelles victimes des opérations de guérilla organisées par les forces nationalistes libanaises et par la résistance palestinienne qui, malgré les fanfaronnades de Sharon, n'a pas été définitivement éliminée. En particulier, l'intervention des forces israéliennes aux côtés des Phalanges libanaises chrétiennes dans le conflit inter-confessionnel qui les oppose aux musulmans (Druzes) et qui met les monts du Chouf à feu et à sang, exacerbe l'impopularité de l'engagement israélien au Liban. « *Qu'expliquerez-vous à mes parents, quand vous devrez leur annoncer que j'ai été tué au cours d'une bagarre entre des Druzes et des chrétiens dans le Chouf ? Comment pourrez-vous leur dire que c'était pour la sécurité de la Galilée ?* », écrit un soldat dans une lettre adressée à la rédaction de l'hebdomadaire *Dama'hané*, publié par les forces armées.

Le dernier sondage publié par le *Jerusalem Post* affirme qu'à la mi-janvier, 20 % des personnes interrogées étaient pour un retrait unilatéral des forces israéliennes du Liban. Dans le gouvernement même, une forte minorité exige au moins le retrait de la région du Chouf.

Le fait que les soldats de réserve aient à faire, cette année, 80 jours de service militaire, n'est pas pour ajouter à la popularité de la présence israélienne au Liban. Pourtant, il faut bien souligner l'écart entre le sentiment de fatigue vis-à-vis de l'embourbement de l'armée israélienne au Liban et l'expression d'un rejet du gouvernement responsable de cette politique. Ce paradoxe apparent et l'aisance avec laquelle Begin se sort du scandale de Sabra et Chatila ne peuvent s'expliquer que par la confusion et le désarroi du Parti travailliste, seule force parlementaire capable d'envisager de former une direction alternative à celle de Begin-Sharon.

LA BANQUEROUTE DU PARTI TRAVAILLISTE

Le parti de Shimon Pérès et Itzhak Rabin n'était pas mécontent que le gouvernement en place ait eu un sursis de cinq mois, au cours desquels il aurait pu se préparer à prendre la tête du gouvernement. Il espérait utiliser cette pause pour mettre un peu d'ordre dans ses rangs et trouver des partenaires pour une éventuelle nouvelle coalition. En fait, il n'en a rien été. Opposition responsable, le Parti travailliste ne s'est en rien démarqué de la politique de Sharon. Direction très impopulaire, y compris auprès de ceux qui ont voté pour elle afin de faire barrage au Likoud de Menahem Begin, le Parti travailliste craint le verdict populaire et centre toute son activité sur des manœuvres de coulisse avec les partis religieux hais pour leur corruption et leur opportunisme sans bornes. Divisés par des luttes de clans où l'idéologie et les principes n'ont rien à voir, les dirigeants travaillistes se sont forgés, au cours des dernières années,

une image d'arrivistes pour qui tout est bon pour revenir au pouvoir.

Quelles que soient les erreurs et les scandales auxquels il est mêlé, le Likoud apparaît plus que jamais comme le symbole de la droiture et de la cohérence, comparé à ceux qui prétendent prendre la relève. C'est ce qui explique le soutien populaire large dont il jouit, et la haine profonde que provoque l'évocation des travaillistes auprès de la majorité des Juifs orientaux (originaires des pays arabes). C'est le rejet de l'Etat travailliste et de tout ce qu'il représente qui explique le soutien à Begin et à sa politique, et non le contraire. Et toute tentative d'expliquer la polarisation, qui va en s'accroissant aujourd'hui en Israël, entre Juifs « européens » (askhenazes, en majorité est-européens) et Juifs orientaux (sépharades) par un quelconque racisme anti-arabe qui serait propre aux Juifs orientaux, est non seulement pur idéalisme raciste, mais aussi contraire aux faits. Les dirigeants du Likoud ne sont pas originaires des pays arabes ou méditerranéens, et tout laisse à croire que la grenade lancée lors de la récente manifestation pacifiste sur les manifestants de *Peace Now*, en février 1982, l'a été par un membre du groupuscule fasciste du rabbin Cahana, dont quasiment tous les militants sont originaires des pays occidentaux. C'est également le cas des activistes du Bloc de la foi, le mouvement de masse sur lequel s'appuie Sharon dans sa politique de colonisation et d'annexion des territoires occupés.

LA RESPONSABILITÉ DE « PEACE NOW »

Ce qu'il faut pour renverser ce gouvernement de criminels de guerre, c'est un mouvement de masse capable de regagner petit à petit la confiance d'une majorité au sein de la population juive d'Israël. Pour cela, il s'agit, d'une part, de défendre un programme politique cohérent, qui soit une alternative globale à cette politique criminelle et, à terme, suicidaire, de Begin-Sharon. Ensuite, il faut gagner la confiance des masses populaires, non pas en tentant de se montrer plus « patriote » que Begin, mais en les mobilisant autour de mots d'ordre qui montrent concrètement qui paie le prix de la politique agressive et belliciste du gouvernement. Enfin, il est nécessaire de se démarquer totalement du mouvement travailliste qui a définitivement, et à juste titre, perdu toute chance de regagner le soutien des masses populaires askhenazes (est-européennes) d'Israël.

Peace Now est-il capable d'être ce nouveau mouvement de masse ? Il est prématuré de répondre à cette question. Ce mouvement, né dans la foulée des accords de Camp David (fin 1978-début 1979), et comme réaction extra-parlementaire à l'incapacité travailliste de freiner la politique de guerre et d'annexion de Begin, n'a jamais rompu ses attaches, idéologiques et matérielles, avec les forces travaillistes dont il est en grande partie originaire. Pourtant, comme tout mouvement

de masse authentique, il est traversé par de nombreuses tendances, dont certaines se radicalisent rapidement. Ce sont ses courants de base qui ont poussé *Peace Now* à se mobiliser en mars 1982 contre la répression dans les territoires occupés, et à reprendre, au cours de ses manifestations, la revendication du retrait total des territoires occupés par Israël en 1967. Ce sont eux aussi qui, face au refus de la direction de *Peace Now* de prendre position contre la guerre du Liban, se sont joints au Comité contre la guerre au Liban pour organiser la première grande manifestation de masse contre la guerre, le 26 juin 1982. Ce sont eux, toujours, qui depuis plusieurs mois essaient de développer des initiatives communes avec des comités de quartier autour du slogan « *Des budgets pour des logements populaires, pas pour les colonies !* »

Mais cette évolution reste encore, en grande partie, limitée et confuse. La volonté de rester dans le cadre du « consensus national », l'alignement inconditionnel sur les positions de l'impérialisme américain, le refus de s'affirmer clairement pour le soutien à la lutte du peuple palestinien, rendent impossible le dépassement du cadre des ripostes ponctuelles aux « excès » de Sharon. C'est ce qui explique l'hésitation de *Peace Now* quant à la façon de réagir au maintien de Sharon au gouvernement et à la violence déchaînée contre ses militants. Une nouvelle fois, c'est la manifestation du Comité contre la guerre au Liban, qui a regroupé près de 5 000 personnes, le 12 février 1983, à Tel-Aviv, qui a finalement décidé *Peace Now* à appeler à un rassemblement de masse une semaine plus tard.

La solution provisoire trouvée à la question gouvernementale et institutionnelle laisse pour le proche avenir le Parti travailliste sur la touche, plus désorienté et plus discrédité que jamais. C'est donc dans le cadre extra-parlementaire que va se jouer la prochaine manche, essentiellement en fonction des développements possibles au sein de *Peace Now*.

Parfaitement conscient de l'importance accrue de *Peace Now* dans le cadre ouvert par les conclusions de la commission Kahane, le Comité contre la guerre au Liban a décidé de faire peser tout le poids de l'autorité qu'il a gagnée, grâce à ses positions courageuses et intransigeantes au cours de la guerre du Liban, sur les débats internes à *Peace Now*. Il veut aider à la mobilisation de masse contre la politique du gouvernement au Liban et dans les territoires occupés. Son but est de développer l'unité d'action la plus large et de renforcer la crédibilité et la capacité d'action d'un pôle militant dans *Peace Now* ou à ses côtés, qui sache lier l'opposition aux crimes de Sharon et de ses complices à une perspective de solidarité active avec le mouvement national palestinien. ■

Michel WARSCHAWSKI
13 février 1983.

● Finalement, la manifestation prévue pour le 19 février a été annulée sous la pression du Parti travailliste (NDLR).

Où se trouvent les Palestiniens du sud-Liban ?

Le témoignage de Léa Tsemel, avocate israélienne

UN des aspects les moins connus mais l'un des plus horribles de l'invasion israélienne au Liban concerne la répression dont a été l'objet l'immense majorité de la population palestinienne masculine du Sud-Liban. En effet, quiconque a eu l'occasion de traverser les régions de Tyr, de Saïda (Sidon) ou de Nabatieh, ne peut que s'étonner du très faible nombre d'hommes palestiniens qu'il rencontre. Les camps de réfugiés ne sont pratiquement peuplés que de femmes, d'enfants et de vieillards. Les hommes ont presque tous disparu. Où se trouvent donc les Palestiniens du Sud-Liban ? Sont-ils encore en vie ? La réponse à ces questions est aujourd'hui la principale préoccupation des familles palestiniennes dans les camps, et de toute une série d'organisations démocratiques et humanitaires à travers le monde, qui essaient de découvrir ce qu'a été le sort de la population masculine des camps palestiniens du Sud-Liban.

Il est en effet aujourd'hui établi qu'en juin 1982, l'armée israélienne (Tsahal) a arrêté et interné, au cours de rafles massives, près de 50 000 hommes. Essentiellement des Palestiniens entre 8 et 90 ans, mais aussi de très nombreux Libanais, et des étrangers de divers pays arabes, du Bangladesh, d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord. Il est important de noter que plusieurs centaines d'entre eux appartenaient au personnel médical du Croissant-Rouge palestinien et d'autres institutions humanitaires connues.

La presse internationale a déjà largement rapporté ce qu'a été le calvaire de ces hommes, les tortures, les coups, les humiliations, la faim, et aussi la mort d'un nombre indéterminé de détenus, dont on peut affirmer sans l'ombre d'un doute qu'il est au moins supérieur à 100.

Après l'intervention de la Croix-Rouge internationale, et après avoir achevé les premiers interrogatoires, les autorités israéliennes ont libéré tous les détenus de moins de 18 ans, les blessés graves, la grande majorité des étrangers et de nombreux Libanais. Depuis octobre 1982, les Israéliens libèrent chaque semaine plusieurs dizaines de détenus... mais en arrêtent également d'autres, souvent les mêmes, qui ont été libérés antérieurement.

En janvier 1983, Israël a reconnu détenir environ 6 000 personnes dans le camp d'El Ansar, qui se trouve au Sud-Liban, plus quelque 20 personnes, dont 11 femmes, dans des prisons israéliennes. Pourtant, le Croissant-Rouge palestinien et le Comité des familles des détenus au Liban affirment que plus de 15 000 personnes sont portées disparues. Où ont disparu près de 9 000 Palestiniens ? Les témoignages de centaines de détenus libérés au cours des six derniers mois concordent tous pour affirmer qu'il existe près d'une quinzaine d'autres camps de détention, au Liban même, comme le camp d'El Ansar, ou en Israël même (Meguido, A'hziv, Safed, Atlit), certains ayant une capacité de détention de 12 000 personnes. Israël n'a jamais reconnu l'existence de ces

Palestiniens prisonniers de l'armée israélienne. Que sont-ils devenus ? (DR)



camps que personne, pas même la Croix-Rouge, n'a pu visiter. Personne ne peut donc répondre à la question de savoir combien de détenus se trouvent aux mains des Israéliens, ni combien ont été remis entre les mains des Phalanges chrétiennes et des milices du commandant Saad Haddad, ni combien sont morts sous la torture, sous les coups des gardiens, de soif et de mauvais traitements, ni combien ont été assassinés et enterrés clandestinement...

En attendant d'obtenir des réponses à toutes ces interrogations, on peut estimer qu'il y a aujourd'hui entre 5 000 et 10 000 Palestiniens disparus. Comme en Argentine ou au Chili. A ces disparus, il faut ajouter les 6 000 détenus dont Israël reconnaît officiellement l'existence, et qui ne disposent d'aucun statut juridique, d'aucun droit formel, et qui sont parqués dans un véritable camp de concentration.

Nous publions ci-après une interview de l'avocate Léa Tsemel, qui a été nommée par les familles de plus de 6 000 détenus pour les représenter auprès des autorités israéliennes et en particulier devant la Cour suprême.

« INPRECOR » : — Comment en est venue à représenter les détenus palestiniens arrêtés par les Israéliens au Liban ?

Léa TSEMEL : — Mon expérience d'autres aventures, de moindre envergure, menées par l'armée israélienne au Liban (1973, 1974, 1977, 1978, 1980, 1981), m'a fait envisager dès les premiers jours de la guerre qu'Israël allait faire de nombreux prisonniers dans les camps palestiniens. J'ai déjà eu l'occasion de m'occuper de Palestiniens et de Libanais emmenés au cours d'opérations militaires pour être traduits en justice en Israël. Il faut avouer que je m'attendais à quelques centaines au plus, pas à des dizaines de milliers.

Au début de la guerre, la question des détenus était entourée d'un épais écran de fumée. Personne ne parvenait à obtenir des informations précises, si ce n'est que des dizaines de milliers d'hommes avaient été arrêtés par les Israéliens. Début juillet 1982, des représentants de plusieurs organismes internationaux et de comités de soutien aux détenus m'ont demandé de prendre en charge la défense des détenus.

— Que s'est-il passé alors ?

— Petit à petit, des procurations émanant de familles de détenus me sont parvenues, qui m'ont permis d'intervenir formellement auprès des autorités. Aidée par deux autres avocats palestiniens, Me Fahoum et Me Na'amné, je me suis tout d'abord efforcée d'obtenir une reconnaissance formelle par les autorités de leur détention. Après environ trois mois de tracasseries administratives et de faux-fuyants, j'ai enfin eu la confirmation de leur détention par Israël en même temps qu'un refus de pouvoir les visiter. Nous avons alors décidé d'engager une procédure d'appel devant la Cour suprême pour que celle-ci demande aux autorités les raisons pour lesquelles nos clients étaient détenus, et quel était leur statut formel et, d'autre part, pour obtenir l'autorisation de visiter les détenus afin de leur apporter l'aide juridique dont ils avaient — et ont toujours — besoin.

— Entre-temps, d'autres procurations sont arrivées...

— En collaboration avec d'autres institutions, l'Association des familles des détenus m'a fait parvenir plus de 5 000 nouvelles procurations, pour des person-

nes dont une partie se trouve certainement à El Anssar.

— N'est-ce pas une lourde responsabilité que de représenter des milliers de détenus ?

— L'action juridique n'est qu'un des aspects de la défense des détenus palestiniens et libanais. L'essentiel de la campagne de défense n'est pas notre travail en tant que juristes. Il s'agit avant tout d'une campagne politique, tant en Israël qu'à travers le monde. Nous n'avons pas vraiment besoin d'avocats pour affirmer que les conditions de détention à El Anssar, et vraisemblablement ailleurs, sont atroces. Les témoignages abondent en ce sens.



Manifestation anti-guerre en Israël (DR)

Le problème est que la grande majorité de l'opinion publique, sur place comme à l'échelle internationale, ignore l'existence même du problème de ces milliers de détenus. Cela doit être l'objectif premier de tous ceux qui savent ce qui se passe à El Anssar : publier les faits et les dizaines de témoignages, exiger la constitution de commissions d'enquête indépendantes, exiger de leurs gouvernements de soulever le problème auprès des autorités israéliennes. Il s'agit de véritables camps de concentration et aussi de disparus.

— Dispose-t-on d'informations sur cette question des disparus ?

— Alors que le gouvernement d'Israël reconnaît qu'il détient environ 6 000 personnes, les familles affirment, elles, que plus de 15 000 personnes tombées aux

maines des Israéliens ne sont pas réapparaues. Où sont-elles ? Le gouvernement israélien reconnaît l'existence d'El Anssar. Nous avons quantité d'informations sur toute une série d'autres camps, y compris en Israël même. Au Sud-Liban, la rumeur affirme que les Israéliens remettent une partie des détenus aux Phalanges chrétiennes et aux milices du commandant Saad Haddad. Après les massacres de Sabra et de Chatila à Beyrouth, chacun sait ce que cela veut dire.

— Quels sont les axes de votre action juridique auprès de la Cour suprême d'Israël ?

— Tout d'abord, il s'agit d'imposer un statut formel pour les détenus, et en conséquence l'application de certains droits. En effet, personne ne peut dire à quel titre les autorités israéliennes maintiennent en détention ces milliers de personnes : prisonniers de guerre ? détenus civils ? S'ils sont civils, la quatrième convention de Genève concernant la protection des civils doit leur être appliquée. S'ils sont détenus comme prisonniers de guerre, c'est la troisième convention qui doit leur être appliquée. Or Israël n'applique ni l'une ni l'autre. Il y a là une violation flagrante du droit international. Le fait est que, lors d'une séance à la Cour suprême, le procureur a même hésité à reconnaître qu'Israël avait envahi le Liban et occupait une partie de son territoire. L'argument selon lequel Israël applique les clauses de la Convention de Genève (1929), tout en refusant de reconnaître que cette même convention concerne les détenus, est non seulement intolérable mais factuellement fausse. Le fait que ni les familles ni les avocats ne puissent visiter les détenus, le fait qu'une partie d'entre eux ait été transférée en Israël, etc., tout cela est en contradiction avec le contenu de la quatrième convention.

— Quelle va être la prochaine étape de votre action ?

— Tout dépend évidemment du verdict de la Cour suprême d'Israël, qui a donné à l'Etat soixante jours pour répondre à nos arguments. Si nous recevons l'autorisation de voir les détenus, nous pourrions au moins savoir qui est détenu par l'armée israélienne, nous occuper des cas les plus urgents, faire libérer une partie d'entre eux.

Mais il est certain que notre action à nous, en tant qu'avocats, n'a de sens que dans la mesure où elle s'appuie sur une grande campagne politique en faveur des détenus. Seul un mur de solidarité internationale peut défendre avec efficacité les détenus palestiniens et imposer la seule chose qui soit juste, à la fois du point de vue du droit et du point de vue de la justice : la libération de tous les détenus et la liquidation des camps de concentration au Liban et en Israël.

Propos recueillis par C. D.
Paris, 19 février 1983.

L'enjeu des élections municipales

Listes révolutionnaires au premier tour pour faire entendre
"La voix des travailleurs contre l'austérité"

DES élections municipales vont avoir lieu les dimanche 6 et 13 mars en France. C'est le premier scrutin national depuis l'arrivée au gouvernement, en mai et juin 1981, du Parti socialiste (PS) et du Parti communiste (PCF). Ce n'est pas portées par la belle « vague rose » d'il y a deux ans que les deux principales formations ouvrières du pays se présentent devant les électeurs, car elles ont imposé, grâce au crédit dont elles disposaient auprès des électeurs, une politique d'austérité qui risque de leur coûter électoralement assez cher.

La droite, battue le 10 mai, relève la tête avec arrogance, renforcée par la politique de non-agression du PS et du PCF à

son égard, forte de ses nombreuses mobilisations de rue. Elle voudrait que ces élections municipales soient une étape décisive vers une reconquête du pouvoir politique perdu.

L'enjeu de ces élections pour la Ligue communiste révolutionnaire (LCR), section française de la IV^e Internationale, est de faire apparaître nationalement une force à la gauche de la gauche, c'est-à-dire une alternative potentielle à ces parties ouvrières traditionnelles, compromis jusqu'au cou dans la gestion des affaires du capital et qui n'organisent, depuis deux ans, aucune mobilisation d'ensemble contre la droite et le patronat.

Jean LANTIER

Elus pour faire la guerre au chômage et à la vie chère, PS et PCF ont rapidement, après quelques réformettes (1), dévoilé la véritable nature de leurs intentions. Depuis juin 1982, au nom des sacrifices à consentir pour sortir le pays de la crise, le gouvernement a mis en place les instruments d'une politique d'austérité. Il a trouvé des ressources pour alléger les charges patronales en prétextant de favoriser l'investissement et la relance de la production, en puisant dans les caisses de la protection sociale ouvrière et en attaquant frontalement le salaire direct. Evidemment, les patrons ont utilisé ces allègements, qui ont pris la forme d'exonérations de charges fiscales et de prêts bonifiés, pour rentabiliser et rationaliser leur production, mais sans investir ni créer des emplois.

Depuis juin 1982, le pouvoir d'achat ouvrier a donc baissé, ainsi que le salaire indirect. Les travailleurs ont vu, en quelques mois, diminuer les indemnités de chômage et reculer le taux de certaines prestations versées par la Sécurité sociale (SS). Dans le même temps, les salaires directs étaient encadrés par une police des revenus fixant leur augmentation à 8 % pour 1983. Ce faisant, l'indexation, toute relative, des salaires sur les prix était cassée, désignée par le gouvernement comme la cause de l'inflation. Cette indexation, intégrée sous diverses formules à la plupart des conventions collectives, permettait jusqu'à présent que les salaires suivent, *grosso modo*, les prix. Ils seront désormais, et ce en période de récession, indexés sur la productivité de l'entreprise.

Aux attaques contre le salaire direct s'ajoute le poids de la masse des chômeurs, qui se maintient à plus de 2 millions, et dont le temps de chômage ne cesse de s'allonger, et cela sans que le gouvernement n'avance la moindre perspective de création d'emplois.



Travailleurs de l'automobile en grève en été 1982. (DR)

La logique d'une telle politique d'austérité entraîne fatalement une répression contre les travailleurs, dès lors que les grèves ouvrières s'opposent à la police des salaires. C'est exactement ce qui vient de se passer dans l'automobile.

DU CHANGEMENT A L'AUSTÉRITÉ ... PUIS A LA RÉPRESSION

Pendant l'été 1982, à Citroën et Talbot, les ouvriers spécialisés (OS), main-d'œuvre sans qualification, exploitable à merci, en grande majorité composée d'immigrés, revendiquent leur dignité. A la force de leurs grèves ils se dégagent de l'emprise d'un patronat de choc et de son syndicat fascisant, la Confédération des syndicats libres (CSL), aux méthodes paramilitaires. Des milliers d'immigrés accèdent au syndicalisme ouvrier à travers leur adhésion à la Confédération générale

du travail (CGT), dont les dirigeants sont membres du PCF, ou, dans une moindre mesure, à la Confédération française démocratique du travail (CFDT), à direction social-démocrate. Cette masse de travailleurs est combative, radicalisée et mal contrôlée par la bureaucratie syndicale. Depuis l'été 1982, la résistance à la maîtrise et à la CSL est devenue quotidienne.

De cette résistance acharnée et victorieuse naît la grève de janvier 1983. Les OS de Renault-Flins, d'UNIC-FIAT, de Citroën à Levallois, de Renault-Billancourt, de Chausson à Gennevilliers, entrent en grève au même moment. Ils veulent 300

1. Sur les premières réformes du gouvernement Mitterrand-Mauroy, cf. Jacques Kergoat, « Pour changer vraiment, il faut changer de politique. Premier bilan de dix mois de gouvernement », *Inprecor* numéro 123, du 19 avril 1982.

francs d'augmentation pour tous, et des primes diverses d'insalubrité (dans les ateliers de peinture notamment). La grève pour la dignité des immigrés de l'été 1982 se transforme, avec l'hiver, en grève des OS de l'automobile pour les salaires. Ce n'est pas du goût du gouvernement. La barre des 8 % d'augmentation de salaire pour 1983 est franchie avec succès à Renault-Flins. Cette victoire — une augmentation de 11 % — acquise grâce à la lutte de quelques centaines d'OS, ce sont 76 000 travailleurs qui vont en bénéficier. Pour la plupart des travailleurs de Renault, le plafond des 8 % est ainsi crevé.

Le patronat de l'automobile redoute que cela ne fasse école dans les autres usines de la branche. Et le gouvernement, dont la politique salariale est de fait remise en cause, voit aussi dans ces luttes un danger.

Paralysé à l'approche des élections municipales, le gouvernement, dans un premier temps, avait laissé faire les directions patronales de Renault et Citroën. Puis, consciemment, il a préparé le terrain à la répression anti-ouvrière. Accusant les OS grévistes d'être manipulés par des groupes intégristes musulmans, le Premier ministre socialiste, Pierre Mauroy, en favorisant les réflexes racistes et xénophobes, essayait de diviser la classe ouvrière. Il attaquait les OS immigrés également comme des « fauteurs de troubles », qui remettaient en cause le consensus national autour des sacrifices à consentir face à la crise. La répression patronale pouvait alors s'abattre avec la vigueur revancharde habituelle des patrons : 26 licenciements et mises à pied, dont une bonne partie des animateurs du jeune syndicat CGT de Citroën-Aulnay, 3 licenciements de délégués CFDT, devenue syndicat majoritaire dans le courant du mois de février 1983 à Renault-Flins. Pour la première fois depuis l'accession du PS et du PCF au pouvoir, une grève est sanctionnée par des licenciements...

Le gouvernement a ainsi voulu faire un exemple, dissuader ceux qui prétendraient revendiquer des augmentations de salaires. Chaque syndicaliste, chaque ouvrier combatif comprend aujourd'hui, partout dans le pays, la signification de cette menace.

LA DROITE RELEVÉ LA TÊTE

La droite, pour sa part, organise depuis le 10 mai 1981, démonstrations de masse sur manifestations de rue. Elle utilise tous les thèmes possibles pour pousser différentes catégories de la population à manifester. Ainsi, les paysans riches, adhérents de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA), ou les patrons des petites et moyennes entreprises, qui viennent de se doter d'un nouveau syndicat musclé et agressif. Aujourd'hui encore, des manifestations se déroulent en défense de l'école confessionnelle, celle des curés et des patrons.

Pour organiser, avec le patronat, une stratégie offensive, la droite, qui n'avait pas l'appui de l'opinion, a procédé par manipulation des catégories socioprofes-

sionnelles bourgeoises et petites-bourgeoises. Cela lui était facilité du fait que la gauche n'a guère organisé de riposte depuis le 10 mai 1981, laissant la rue aux cortèges réactionnaires. Au fil de ses démonstrations, la droite a repris confiance. Ses dirigeants, naguère au pouvoir et rejetés par les élections de 1981, font un retour en force, car le PS et le PCF ne se mettent pas en travers de leur chemin, ni par les luttes ni dans la conduite des affaires du pays.

Certes, la droite bourgeoise est divisée, tant au niveau des formations politiques et des coalitions d'intérêts que sur la stratégie à mettre en œuvre pour la reconquête du pouvoir. Mais elle peut prétendre porter un coup à la gauche lors de ces élections municipales. La stratégie de reconquête du pouvoir préoccupe ces formations au plus haut point.

A quel moment avancer l'exigence de dissolution du Parlement, qui entraînerait la possibilité d'une nouvelle majorité ? Telle est une des questions en débat. C'est, en fait, le résultat de la droite aux élections qui déterminera sa tactique exacte face au gouvernement, dans la période à venir. Car si la droite parvient à mobiliser son électorat, ce qui lui a fait défaut il y a deux ans, elle ne pourra sans doute pas mordre de manière décisive sur l'électorat de gauche.

LA LCR DANS LA BATAILLE DES MUNICIPALES

Nombre de militants et d'adhérents du PS et du PCF, nombre de syndicalistes, désapprouvent la politique d'austérité gouvernementale. S'ils ne se mettent pas en mouvement, c'est parce qu'à gauche du PS et du PCF n'existe pas encore une force crédible capable d'impulser des mobilisations ouvrières et de donner des réponses alternatives à la crise. Ces militants, dans leur syndicat, dans leur entreprise, expriment leur désarroi devant la situation. Comment peuvent-ils sortir du dilemme posé par ce gouvernement, comment revendiquer, se battre, sans favoriser le retour de la droite, sans mettre en péril la nouvelle majorité née du 10 mai 1981 ? Cette frange massive de travailleurs se demande également comment sortir d'une crise internationale qui apparaît à première vue comme fatale.

Dans le même temps, un nombre impressionnant de militants du PCF ressentent un malaise croissant, une contradiction insurmontable. Le PCF se veut à la fois membre loyal d'un gouvernement qui gère l'austérité, et parti des travailleurs, seul parti de la classe ouvrière. Mais ses militants se demandent comment répondre aux travailleurs qui leur demandent des comptes sur les promesses de changement non tenues. De la même manière, les militants du PS dans les entreprises expriment des contradictions d'autant plus criantes que leur parti est le plus important du pays. Bien que ces courants ne soient pas cristallisés, ils représentent néanmoins une réalité que la LCR prend en compte dans son intervention.

L'objectif dans ces élections municipi-

pales, c'est précisément d'amener ce courant potentiel très important vers une troisième force en constitution, une force à gauche de la gauche traditionnelle, qui ne porte pas la responsabilité de la gestion gouvernementale de la crise. C'est dans le but de faire émerger cette force révolutionnaire que la LCR a décidé de proposer l'unité, à l'organisation Lutte ouvrière (LO) et au Parti communiste internationaliste (PCI, organisation française du Comité de reconstruction de la IVE Internationale), en vue de constituer des listes de candidatures communes. Les divergences qui existaient entre ces organisations, concernant notamment la consigne de vote au deuxième tour des élections municipales, ne pouvaient pas constituer un obstacle insurmontable à la constitution de listes uniques pour le premier tour.

Pourtant, le PCI a préféré se tenir à l'écart de cette démarche unitaire. Il mène actuellement une campagne d'interpellation des formations majoritaires au gouvernement (PS, PCF), autour de la revendication de « respect du mandat » octroyé au gouvernement par les élections législatives et présidentielles. Par le moyen de pétitions et des démarches auprès des élus du PCF et du PS (surtout du PS d'ailleurs...), le PCI demande un engagement verbal des députés, maires ou conseillers généraux de l'« union de la gauche » de s'engager à « respecter le mandat du 10 mai ». Une simple promesse en ce sens suffit pour que le PCI retire sa « menace » de présenter sa propre liste !

LO, qui n'est pas d'accord pour appeler à voter pour les listes du PS et du PCF au second tour des élections, a néanmoins partagé avec la LCR une orientation de condamnation de toute politique d'austérité. Dans les entreprises, les deux organisations luttent pour que les mobilisations ouvrières aboutissent à la satisfaction des revendications. C'est cette alternative que les listes communes de la LCR et de LO, sous le titre « La voix des travailleurs contre l'austérité » vont porter lors des prochaines élections. Ces listes ont été constituées sur la base d'un accord politique dont nous publions plus loin le texte intégral.

Dans 81 villes de plus de 30 000 habitants, ce pôle politique commun pourra apparaître, avec l'espoir avoué et revendiqué de réussir à obtenir un score électoral significatif. Et les premiers échos de cette campagne montrent qu'elle est réellement en prise sur les préoccupations de nombre de travailleurs qui sont présents aux meetings d'Alain Krivine et qui, pour certains, participent à la campagne électorale à nos côtés, dans des comités de soutien. 4 500 candidats ont été présentés par les deux organisations.

Pour les marxistes révolutionnaires, ces listes montrent qu'ils sont aujourd'hui entourés d'une frange nouvelle de militants d'entreprise, dont certains ont accepté de figurer sur leurs listes. C'est encourageant pour les perspectives ultérieures de développement de la LCR. ■

Jean LANTIER
Paris, 18 février 1983.

La profession de foi des listes révolutionnaires unitaires

Nous publions ci-après la profession de foi de la liste « La voix des travailleurs contre l'austérité » soutenue par la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) et Lutte ouvrière (LO) pour le premier tour des élections municipales du 6 mars. Ce texte sera distribué officiellement à toutes les électrices et tous les électeurs des circonscriptions où seront présentes ces listes au premier tour des élections municipales. Sa version finale a été adoptée à la mi-février.



« Mauroy, souviens-toi d'Usinor-Denain », les travailleurs accueillent le Premier ministre en janvier dernier. (DR)

Travailleurs, travailleuses,

En votant le dimanche 6 mars, vous n'allez pas seulement élire un maire et un conseil municipal, vous ferez aussi un geste politique, car il ne peut y avoir de gestion municipale en faveur des travailleurs si, à l'échelle nationale, la politique qui est faite est celle des banques, des trusts et des capitalistes.

**PAS QUESTION DE VOTER
POUR LES AMIS DE CHIRAC,
GISCARD ET BARRE**

Sans doute êtes-vous, comme beaucoup, déçus et amers. Plusieurs fois depuis mai 1981, vous avez eu des réactions de colère ou de désarroi devant telle ou telle décision du gouvernement. Car ce n'était pas cela que vous attendiez d'un gouvernement de gauche.

Aujourd'hui, la droite espère tirer profit de votre déception. Mais elle a beau faire semblant de s'intéresser aux chômeurs, aux retraités, aux femmes et même aux travailleurs, vous savez que ce ne sont que mensonges. Le pouvoir, les hommes de droite l'ont eu sans partage pendant tant d'années qu'ils ont pu montrer, plutôt vingt fois qu'une, de quel côté ils étaient : ce sont les amis fidèles des banquiers, des grands groupes industriels et

financiers, des possédants haut placés, des trusts du grand commerce. Ils défendent toujours les mêmes intérêts avec le même acharnement. Ils n'ont rien, absolument rien à voir avec vous, travailleurs et travailleuses.

Mais, si les représentants de Chirac, Giscard ou Barre dans notre ville se sentent renforcés aujourd'hui, n'est-ce pas la politique de la gauche au gouvernement qui le leur permet, en décevant ceux qui l'ont portée au pouvoir ?

**ALORS, IL FAUT DONNER UN AVER-
TISSEMENT AU GOUVERNEMENT
ET AUX PARTIS DE GAUCHE
QUI LE SOUTIENNENT**

Dans ces conditions, allez-vous voter pour les candidats du Parti socialiste et du Parti communiste comme si de rien n'était ? Comme si vous aviez avalé avec le sourire la diminution des allocations versées aux chômeurs, le blocage des salaires, les atteintes à la Sécurité sociale, les attaques contre les grévistes immigrés, l'amnistie pour les généraux de l'OAS, les subventions à l'école privée, les reculades face aux riches et les cadeaux si généreusement distribués aux patrons ?

Et tout cet argent, pris dans la poche des travailleurs, ne sert à créer aucun emploi, à développer aucune production utile. Les capitalistes l'utilisent pour spéculer.

On vous dit : il y a les 39 heures, l'augmentation du salaire minimum (SMIC), la retraite à 60 ans. Mais le chômage ne diminue pas, le pouvoir d'achat baisse, les retraites sont rognées.

Non, vous qui avez cru que ça allait changer le 10 mai 1981, vous ne pouvez pas vous reconnaître dans cette politique des dirigeants du Parti socialiste et du Parti communiste, vous ne pouvez pas vous

sentir solidaires de ce gouvernement qui réserve toute sa rigueur aux travailleurs pendant qu'il prodigue ses faveurs aux possédants.

Et pourtant, les partis qui soutiennent le gouvernement veulent vous persuader que vous n'avez pas le choix, que vous devez voter pour eux sous peine de favoriser la droite. Mais, si vous votez pour les candidats de la gauche, vous la laissez dire que vous êtes d'accord avec ce qu'elle fait et ce qu'elle prépare pour le lendemain des élections. Car, vous le savez, d'autres plans d'austérité sont dans les tiroirs du gouvernement.

**IL Y A UN MOYEN DE REFUSER CE
CHANTAGE DU GOUVERNEMENT**

Vous ne pouvez pas l'encourager dans cette voie. Cette fois, vous devez l'avertir que vous ne marchez plus. Parce que c'est la politique d'austérité du gouvernement et des partis qui le soutiennent qui favorise et renforce la droite.

Sur le plan électoral, nous vous offrons, nous les candidats et candidates de la liste *La voix des travailleurs contre l'austérité*, le moyen d'exprimer votre mécontentement en vous démarquant de ceux qui veulent critiquer le gouvernement sur sa droite.

La Ligue communiste révolutionnaire et Lutte ouvrière, qui soutiennent cette liste, sont des formations qui ont toujours dit la vérité aux travailleurs.

Alain Krivine et Arlette Laguiller ont toujours combattu Chirac, Giscard, Barre et consorts. Mais ils ont toujours dit ce qu'ils pensent de Mitterrand et de Marchais. Le 10 mai 1981, quand ils ont appelé à voter pour Mitterrand, ils ont mis en garde les travailleurs contre toute illusion.

Aujourd'hui, le président et le gouvernement s'inclinent devant les puissances de l'argent, et la gauche accumule contre elle le mécontentement des couches populaires, l'hostilité des artisans, commerçants et petits propriétaires, en même temps que la haine des possédants et de leurs politiciens.

**VOUS POUVEZ DIRE « NON » AUX
POLITIENS DE DROITE ET
« NON » A L'AUSTERITE DE GAUCHE**

Certes, cela ne changera pas la face du monde. Aucun bulletin de vote n'a jamais eu ce pouvoir. Mais cela vous permettra au moins de dire ce que vous avez sur le cœur et de faire savoir aux gens qui gouvernent grâce aux voix du peuple qu'il existe une force, à la gauche de la gauche, qui est prête à agir pour changer le cours des choses.

Par leurs luttes, les travailleurs peuvent imposer de ne plus être les victimes désignées de la crise.

Ils peuvent imposer la diminution du temps de travail, sans réduction du pouvoir d'achat, au lieu des licenciements et du chômage. Ils peuvent imposer l'échelle mobile des salaires, pensions et retraites, au lieu des cadeaux aux gros patrons. Et si, comme le prétend le gouvernement, la situation nécessite des sacrifices, il n'y a qu'à prendre sur les profits des industriels et des banquiers, il n'y a qu'à mettre fin aux privilèges des capitalistes.

TRAVAILLEURS, TRAVAILLEUSES,

En votant pour la liste *La voix des travailleurs contre l'austérité*, vous avez le moyen de voter clairement contre la droite et de dire en même temps que vous condamnez la politique d'austérité de la gauche au gouvernement.

Vous pouvez élire des travailleurs et des travailleuses comme vous, qui feront entendre votre voix au conseil municipal et qui seront toujours à vos côtés dans toutes les luttes pour une vie meilleure.

Electeurs et électrices socialistes, vous voulez voter à gauche, mais en protestant contre l'oubli des promesses, contre les mesures du gouvernement qui protègent les grosses fortunes, et contre celles qui aggravent les conditions de vie des couches populaires et de la classe ouvrière. Notre liste vous donne cette possibilité, sans rien renier de vos choix.

Electeurs et électrices communistes, vous voulez voter à gauche, mais vous n'êtes pas d'accord pour que les dirigeants du PCF soutiennent, au gouvernement et dans les entreprises, une politique qui va à l'encontre des revendications pour lesquelles vous vous êtes battus dans vos usines et vos quartiers. Notre liste vous donne l'occasion de leur faire connaître votre opinion, sans abandonner vos convictions.

Electeurs et électrices de gauche, vous n'approuvez pas le gouvernement, vous souhaitez une politique au service des travailleurs. Même si vous n'êtes pas complètement d'accord avec nos idées, même si vous pensiez vous abstenir parce que vous êtes dégoûtés par le comportement de la nouvelle majorité, vous pouvez faire un geste bien plus clair et nettement à gauche, pour manifester votre mécontentement et votre volonté.

**ALAIN KRIVINE ET ARLETTE
LAGUILLER VOUS APPELLENT
A VOTER POUR LA LISTE
« LA VOIX DES TRAVAILLEURS
CONTRE L'AUSTERITE »**

C'est un vote dont la droite ne pourra se réjouir, car il portera sur des hommes et des femmes qui sont ses ennemis irréductibles.

C'est un vote résolument à gauche, mais que les dirigeants du PS et du PCF ne pourront utiliser pour prétendre que vous êtes d'accord avec la politique qu'ils mènent au gouvernement. ■

L'accord électoral LO - LCR

Le document publié ci-dessous est le texte intégral de l'accord électoral pour les élections municipales intervenu entre la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) et Lutte ouvrière (LO). Il a été publié dans Rouge, hebdomadaire de la LCR du 14 janvier 1983, et dans Lutte ouvrière du 15 janvier 1983.

Les élections municipales des 6 et 13 mars 1983 seront un test politique, en quelque sorte le premier sondage grandeur nature, deux ans après l'élection de François Mitterrand à la présidence de la République et d'une large majorité de députés du Parti socialiste (PS) et du Parti communiste (PCF) à l'Assemblée nationale. Tous les jours, les démagogues bourgeois de l'Union pour la démocratie française (UDF) et du Rassemblement pour la République (RPR) font étalage de leur culot. D'un côté, ils crient au scandale à la moindre réforme qui égratigne les privilèges des capitalistes et des possédants; de l'autre, ils osent utiliser le mécontentement populaire pour verser des larmes de crocodile sur la baisse du pouvoir d'achat et l'augmentation du chômage. Mais qu'ont-ils fait quand ils étaient au gouvernement? Ne s'en étaient-ils pas pris au pouvoir d'achat, à l'emploi, aux droits et aux libertés des travailleurs?

Aujourd'hui, les patrons se félicitent des cadeaux du gouvernement et, en même temps, ils continuent à fermer les entreprises qui ne leur rapportent plus assez de profits. Ils frappent du poing sur la table pour exiger qu'on serre encore davantage la ceinture aux travailleurs.

Les exploiters et les politiciens des partis de droite voudraient utiliser un résultat électoral en leur faveur pour faire croire que les travailleurs regrettent leur départ du gouvernement. Eh bien, non! Les travailleurs n'ont pas à le regretter, ils les ont vus à l'œuvre pendant vingt-trois ans et ils savent qu'ils n'ont rien à attendre de ces gens-là, parce qu'ils sont leurs ennemis irréductibles.

Alors, en mars prochain, aucun travailleur, aucun électeur, aucune électrice de gauche, ne donnera sa caution aux représentants de la droite.

Mais pour faire échec aux partis des bourgeois, le moyen est-il d'approuver le gouvernement et la politique du PS et du PCF qui le soutiennent, comme le prétendent aujourd'hui leurs dirigeants? Ensemble, le PS et le PCF disposent des deux tiers des députés à l'Assemblée nationale. La gauche — à la présidence de la République, au gouvernement, au Parlement — a entre les mains des pouvoirs considérables. Et qu'en a-t-elle fait? D'abord, les dirigeants du PS et du PCF n'ont pas tenu l'essentiel de leurs promesses, en prétextant du lourd héritage laissé par Va-

léry Giscard d'Estaing et des difficultés liées à la crise économique internationale. Puis, ils ne se sont plus contentés de ne pas changer grand-chose, ils se sont mis à attaquer ouvertement les conditions d'existence de toute la population laborieuse, y compris les plus défavorisés: les retraités, les chômeurs, les personnes touchant le salaire minimum (SMIC).

Avec l'appui des représentants socialistes et communistes, et avec la complicité des directions syndicales, le gouverne-



Grévistes immigrés des usines Talbot. (DR)

ment remet maintenant en cause les garanties sociales des travailleurs en matière de santé, d'assurance-vieillesse ou chômage. En transformant le blocage en freinage des salaires, le programme la baisse du niveau de vie de la classe ouvrière pour lui faire payer les frais de la crise du capitalisme. Ce qui ne sera évidemment pas sans conséquences sur celui des autres catégories laborieuses, comme les paysans-producteurs ou les artisans et petits commerçants, dont les ressources sont liées aux revenus des salariés, et le sort lié au bon-vouloir des banques et de leurs crédits de plus en plus coûteux.

Tout ce qui est pris dans la poche des travailleurs va dans celle des possédants, sous forme de dégrèvements fiscaux, de primes diverses et variées, de baisse, voire de suppression, du paiement des cotisations patronales à la Sécurité sociale (SS) et aux caisses de protection collective, dont la charge sera désormais assumée par

les seuls contribuables. Tout cet argent redistribué ne sert pas à créer des emplois, à développer les productions utiles à la société, à enrayer les licenciements ni à freiner les prix. Les patrons et les banquiers s'en servent pour spéculer et investir là où ils trouvent leur intérêt, sans se soucier du chômage, de l'inflation et de leur cortège de misère, quitte à accentuer le marasme économique.

Le gouvernement, où siègent les représentants du PS et du PCF, met en œuvre une politique d'austérité, brutale et cynique, en comptant pour la faire passer sur le crédit dont il dispose auprès des travailleurs.

Au plan international, ce gouvernement continue de tenir les peuples des prétendus territoires et départements d'outre-mer (TOM-DOM) sous la coupe de la colonisation française. Il maintient ses parachutistes dans le rôle de gendarmes au service des trusts et des dictatures en Afrique et au Liban. Il occupe fidèlement sa place au sein de l'alliance des puissances impérialistes qui dominent le monde.

Les capitalistes se réjouissent sans vergogne de l'application d'une telle politique qui répond à leurs intérêts. Mais ils utilisent toutes les concessions qu'on leur fait pour en demander plus, et pour préparer les conditions du retour au gouvernement de leurs fondés de pouvoir. Ils sont depuis longtemps incrustés dans la haute administration, dans l'armée et la police, où rien n'a changé. Ils tiennent

toujours le gouvernail économique et financier du pays, même dans les entreprises nationalisées. Le système du profit continue à dicter sa loi, et de plus en plus durement au fur et à mesure que la crise s'approfondit.

Pour sortir de cette crise, il n'y a pas d'autre issue que de rompre avec la logique du capitalisme, de la course au profit et aux armements : il faut s'attaquer résolument aux privilèges des possédants, leur arracher les leviers de commande, orienter l'économie vers la satisfaction des besoins sociaux et populaires, briser la toute-puissance des industriels et des banquiers en s'appuyant sur la mobilisation des travailleurs. Le gouvernement et sa majorité parlementaire tournent le dos à cette politique. Il suffit que le patronat hausse un peu le ton pour qu'ils s'inclinent. Leur politique est au service de la bourgeoisie. Ils gouvernent sur le dos des travailleurs.

Les travailleurs qui ont voulu le changement le 10 mai 1981, les électeurs de gauche, ne peuvent se reconnaître dans cette politique. Ils ne peuvent pas se sentir solidaires de ce gouvernement qui leur réserve tous les mauvais coups.

Les représentants du PS et du PCF disent : « *Peut-être êtes-vous déçus, mécontents. Mais cette déception, ce mécontentement, il faut les oublier aux élections pour ne pas faire le jeu de la droite.* » En fait, ils se servent du chantage à la droite pour escamoter leurs propres responsabilités. Certes, beaucoup d'hommes

et de femmes mécontents de la politique du gouvernement voteront pour la gauche sans approuver l'austérité, uniquement parce qu'ils ne veulent pas mêler leur bulletin de vote à ceux de la droite.

Heureusement, dans de nombreuses villes, il y aura un autre choix : celui de se faire entendre, de dire vraiment ce qu'on pense. C'est le choix de voter contre la droite et de voter clairement à gauche, en condamnant ouvertement une politique qui ne sert que les capitalistes et leurs politiciens. Ce choix, c'est de soutenir la liste présentée par la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) et Lutte ouvrière (LO).

Nous nous adressons aux électeurs socialistes pour leur dire qu'ils doivent exprimer leurs désaccords avec ce gouvernement qui impose des sacrifices à ceux qui l'ont élu, pendant qu'il prodigue ses faveurs à ceux qui ne rêvent que de le renverser. Car beaucoup ne sont pas d'accord pour qu'on utilise leurs espoirs en une vie meilleure pour faire passer une politique qui protège les grosses fortunes et dégrade les conditions de vie et de travail des couches populaires.

Nous nous adressons aux électeurs communistes qui ne sont pas d'accord pour que les dirigeants de leur parti soutiennent et mettent en pratique une politique qui va à l'encontre des revendications pour lesquelles ils se battent tous les jours dans leurs usines et leurs quartiers.

Beaucoup ne supportent plus d'accepter ce qui est inacceptable et scandaleux quand on se réclame de la classe ouvrière.

Nous nous adressons à toutes les travailleuses et à tous les travailleurs. En votant pour les listes présentées par la Ligue communiste révolutionnaire (LCR) et Lutte ouvrière (LO), ils exprimeront leur volonté de mettre en échec la droite, tout en exprimant leur refus de la politique d'austérité du gouvernement. Ils pourront ainsi montrer qu'ils font moins que jamais confiance aux amis de Valéry Giscard d'Estaing et de Jacques Chirac, et qu'ils ne font pas confiance aux représentants du Parti socialiste et du Parti communiste qui les ont trompés.

Bien sûr, à lui seul, un bulletin de vote ne peut pas changer le sort des travailleurs. Mais il peut servir à se faire entendre. Alors, il faut être nombreux pour dire haut et fort que nous ne voulons pas que la gauche continue à faire cette politique que nous condamnons, politique qui favorise le retour de la droite.

Pour construire un monde débarrassé de l'exploitation et de l'oppression, pour changer leur sort, les travailleurs ne peuvent compter que sur leur détermination et leur capacité à se défendre, ensemble et eux-mêmes, dans les entreprises, dans les rues, par la lutte. Les élections municipales peuvent au moins montrer que beaucoup y sont déjà prêts.

LIGUE COMMUNISTE
REVOLUTIONNAIRE (LCR)
section française de la IVe Internationale
LUTTE OUVRIERE (LO)
Paris, janvier 1983.



Arlette Laguiller et Alain Krivine porte-parole respectifs de LO et de la LCR. (DR)

Un Pacte social contre les mobilisations ouvrières

Entretien avec Rocco Papandrea, dirigeant de la LCR et membre du conseil d'usine de la Fiat Mirafiori

L'ACCORD accepté par les directions des trois confédérations syndicales italiennes, le 23 janvier 1983, représente une importante capitulation des dirigeants du mouvement ouvrier face aux prétentions du patronat.

Cette trahison des directions syndicales est d'autant plus révoltante qu'elle vient après une importante vague de mobilisation ouvrière qui illustre la détermination de la base syndicale à résister aux attaques patronales et à riposter à la politique gouvernementale.

« INPRECOR » : — Quel jugement portes-tu sur l'accord qui a été conclu le 23 janvier 1983 entre le gouvernement, les organisations syndicales et le patronat, à la suite des mobilisations et des très importantes grèves du début janvier ?

Rocco PAPANDREA : — Pour porter un jugement sur cet accord, il faut le placer dans un contexte plus général. On ne peut émettre une appréciation dans l'abstrait. Si les mobilisations n'avaient pas eu l'ampleur que l'on sait, le contenu de cet accord n'apparaîtrait pas aussi directement contradictoire avec la volonté des travailleurs.

Il faut se rappeler que, durant l'automne 1982, les syndicats ont consulté les travailleurs dans les entreprises sur leur fameuse plate-forme en 9 points, dans laquelle se trouvait déjà la proposition de diminuer de 10 % la couverture du pouvoir d'achat assurée par l'échelle mobile des salaires. En contrepartie, il devait y avoir des « avantages » pour les travailleurs dans le domaine des impôts, etc. A l'époque, les dirigeants syndicaux nous ont expliqué qu'il était impossible de mettre en avant une plate-forme différente, car la mobilisation était très difficile. Pourtant, dans les entreprises, malgré les manœuvres des bureaucraties syndicales, ces propositions ont été très largement rejetées.

Après cette consultation, le gouvernement a lancé une attaque : les dégrèvements fiscaux ont été supprimés (pour un total de 2 850 milliards de lires, soit, environ, 14,25 milliards de FF) (2), sous prétexte que les salaires avaient augmenté plus que l'inflation. Ce qui est évidemment faux. De plus, l'actuelle échelle mobile, étant donné sa base de calcul, ne couvre que 70 % du pouvoir d'achat. Le gouvernement a aussi adopté une série de mesures, telles que l'augmentation du prix de l'essence, de nouveaux impôts, la diminution du remboursement des soins médicaux. Les directions syndicales sont restées totalement passives. Pourtant, un mouvement de grève s'est initié, qui est allé bien au-delà de ce que l'appareil bureaucratique attendait. Au centre des re-

vendications se trouvait la défense de l'échelle mobile.

Cet accord passé par les directions syndicales se fait donc après une mobilisation d'une ampleur rarement connue. Dans les entreprises, par exemple à la FIAT, la volonté d'« aller de l'avant », de préparer et de se lancer dans la grève générale, était explicite. C'est ce que craignaient aussi bien les dirigeants syndicaux que ceux du Parti communiste (PCI) et du Parti socialiste (PSI).

Dès lors, passer un accord entérinant une diminution de 20 % de la couverture du pouvoir d'achat par l'échelle mobile est un peu fort. Mieux même, selon l'interprétation patronale de l'accord, interprétation « techniquement » possible, la réduction pourrait aller jusqu'à 35 %. La contrepartie sur le plan fiscal est largement factice. Elle ne prévoit un dégrèvement significatif que pour les salaires allant jusqu'à 9 millions de lires brut par année (ce qui fait environ 500 000 lires net par mois, soit 2 500 francs français). Or, l'essentiel des travailleurs de l'industrie ont un revenu net mensuel supérieur à cette somme.

En dehors de ces mesures, les dirigeants syndicaux ont accepté des dispositions jamais discutées auparavant : le gel des contrats de catégorie pour une durée de trois ans et demi à compter de l'échéance précédente ; les contrats d'embauche à durée déterminée ; la fixation d'une limite de temps pour le paiement du chômage technique (*cassa integrazione*) : après un certain temps, l'indemnité devra diminuer.

Une modification substantielle de l'organisation du marché du travail est aussi prévue. Les patrons vont désormais pouvoir, à concurrence de 50 %, embaucher directement sans passer par l'Agence pour l'emploi (*Ufficio di collocamento*). L'Agence présentait jusque-là des listes uniques au patronat, qui était contraint de les accepter. La modification proposée peut devenir un moyen de répression efficace contre les militants syndicaux. Ainsi, un patron peut-il demander 20 ouvriers à l'*Ufficio di collocamento* et en choisir 20 autres directement. Au bout de douze

Dans cette bataille, c'est l'absence d'une direction alternative suffisamment puissante au sein même du mouvement syndical qui a, avant tout, hypothéqué l'issue des mobilisations ouvrières (1).

Sur la conclusion de cette phase de la lutte des travailleurs italiens et sur l'état actuel de l'opposition aux directions syndicales réformistes, nous nous sommes entretenus avec notre camarade Rocco Papandrea, membre du conseil d'usine de la FIAT-Mirafiori et dirigeant de la Lega Comunista Rivoluzionaria (LCR), section italienne de la IVe Internationale.

jours d'essai, il peut mettre à la porte 20 travailleurs, parmi lesquels les militants syndicaux proposés par l'Agence pour l'emploi. Formellement, il s'est plié à la règle des 50 %. En fait, il a les mains libres pour porter atteinte à l'organisation syndicale dans l'entreprise. En outre, cette mesure de réorganisation du marché du travail doit permettre que s'exerce tout le poids de l'armée de réserve industrielle sur les conditions de travail et sur les bas salaires. Dans l'accord, des nouvelles normes de contrôle de l'absentéisme sont aussi mises en avant. Elles vont à l'encontre du célèbre « statut des travailleurs » arraché au lendemain des luttes de 1969.

Enfin, a été reprise l'idée d'une contribution de 0,5 % sur le salaire brut des travailleurs. Cette contribution doit être versée à un fonds de solidarité (*Fondo di solidarietà*). Sous le couvert de la sauvegarde de l'emploi, ce fonds vise à renflouer les entreprises. Pourtant, les ouvriers, consultés à ce propos en juin 1980, avaient déjà rejeté cette proposition concoctée par Carniti (secrétaire général de la CISL, centrale syndicale démocrate-chrétienne). Ils l'ont refusée une nouvelle fois en 1982. On assiste là à une sorte de revanche des directions syndicales contre la classe ouvrière qui avait mis en échec leur projet.

— Quelles ont été les réactions des militants syndicaux face à la politique des directions de la CGIL, de l'UIL et de la CISL (3) ?

— Un des aspects les plus marquants de ces mobilisations a été leur dynamique antigouvernementale. Le gouvernement honni d'Amintore Fanfani était incapable

1. Voir *Inprecors* numéro 135 du 25 octobre 1982, numéro 139 du 20 décembre 1982 et numéro 142 du 31 janvier 1983.

2. 1 FF - 200 lires.

3. CGIL (Confederazione Generale Italiana del Lavoro), principale confédération syndicale, à majorité communiste ; UIL (Unione Italiana del Lavoro), centrale à majorité socialiste ; CISL (Confederazione Italiana Sindacale dei Lavoratori), centrale dont la direction se réfère à la Démocratie chrétienne.

d'imposer de telles mesures par décret. Cet accord, dans l'immédiat, donne un second souffle à ce gouvernement, qui est le pire ennemi des travailleurs.

La *Confindustria* (l'organisation patronale), d'une part, comprenait fort bien le risque de crise gouvernementale majeure qui pouvait surgir en cas d'échec des négociations et, d'autre part, elle craignait les effets cumulatifs d'une crise politique dans le climat social et économique actuel de l'Italie.

La direction syndicale avait, de son point de vue, la même analyse. Ce n'est donc pas un hasard si l'appareil bureaucratique a convergé avec la représentation patronale sur cet accord. Il concrétise en effet, en substance, l'orientation des dirigeants syndicaux, quand bien même il va à l'encontre des intérêts des travailleurs.

Certains cadres vont jusqu'à dire aux dirigeants confédéraux : « Vous vous êtes trompés ! » Cependant, ils n'organisent en aucune façon l'opposition. On retrouve là une caractéristique traditionnelle de la « gauche syndicale » italienne, qui a toujours préféré la pression sur les sommets à l'organisation d'un courant de classe combatif dans les centrales syndicales (4). Les travailleurs paient aujourd'hui le prix fort pour cette capitulation présentée comme une prétendue habileté « anti-sectaire » pour obtenir une modification du cours suivi par les directions confédérales.

Cette absence d'une opposition organisée est dangereuse. Elle peut déboucher, après quelques épisodes identiques à celui que nous venons de vivre, sur la situation suivante : pour certains travailleurs com-

Dans les articles signés de membres de la direction du PCI, ont été mises très rapidement en avant des propositions très similaires à l'accord qui a finalement été passé. Cependant, face à la pression de la base, la direction du parti a tout fait pour donner l'impression qu'elle s'était vue imposer ce type d'accord.

Il faut bien comprendre que l'orientation fondamentale de la direction Enrico Berlinguer est favorable à l'austérité, une austérité que les travailleurs « doivent aussi supporter ». Elle estime que l'austérité est nécessaire, et c'est pour cela qu'elle admire tant la politique menée par François Mitterrand en France. Donc, si le PCI a pu s'efforcer, dans un premier temps, de tirer profit d'une poussée ouvrière inattendue, il ne pouvait que finir par s'opposer à une lutte mettant en question la politique d'austérité et provoquant une crise politique dont la dynamique était relativement imprévisible.

Tout en essayant de ne pas apparaître aux yeux des masses comme directement responsables de l'accord, les dirigeants du PCI n'ont cessé d'en souligner les aspects positifs. Ils ont aussi grossi fort à propos la force de l'ennemi et les risques d'un affrontement, afin de pouvoir présenter les résultats des négociations comme un compromis raisonnable. Actuellement, ils n'hésitent pas à mentir en prétendant que le pouvoir d'achat est, en fait, défendu. Leur campagne de presse mensongère est impressionnante.

Les responsables communistes jouent sur le partage des rôles entre direction de la CGIL et celle du PCI. En fait, elles n'ont cessé de se consulter pour fixer les termes de l'accord. Il n'est jamais venu à l'idée d'un dirigeant du PCI et de la CGIL, comme Luciano Lama ou Bruno Trentin, de dire : « C'est aux ouvriers de décider », tant il est évident — pour eux — que la décision appartient aux instances supérieures du parti et du syndicat.

— Quelle a été l'attitude du Parti d'unité prolétarienne (PDUP) et de Democrazia Proletaria (DP) ?

— Des secteurs du PDUP se sont prononcés contre l'accord et expriment leur opposition lors des consultations actuellement en cours dans les entreprises pour ratifier l'accord. Néanmoins, l'essentiel des cadres du PDUP et sa direction ne veulent en aucune façon organiser une quelconque opposition syndicale. Il est vrai que, pour eux, la structuration d'une telle opposition serait difficile, étant donné que les options fondamentales du PDUP convergent avec celles du PCI.

Quant à DP, il faut regretter que, durant les mois précédant cette lutte, alors qu'il était évident que la question de l'é-



« On ne touche pas à l'échelle mobile ». (DR)

A l'occasion de la consultation sur la plate-forme en 9 points, comme à l'occasion des mobilisations des deux dernières années, s'est manifestée une contradiction dramatique : d'un côté, une large couche de travailleurs dans le syndicat exprime à chaque occasion son opposition à la ligne de l'appareil bureaucratique, ce sont même ces militants qui initient et dirigent les mobilisations ; de l'autre côté, cette couche d'avant-garde ne trouve pas de porte-parole dans les structures de direction du syndicat. Sous cet angle, la situation est encore plus désastreuse actuellement que par le passé.

Les éventuelles différenciations dans ces structures de direction ne s'expriment pas, car cela impliquerait assez vite des orientations effectivement antagoniques, étant donné la profondeur de la crise socio-économique. Les structures de direction apparaissent comme s'opposant au développement des luttes. Au mieux, comme cette fois, un secteur cherche à les canaliser. Mais ces cadres de direction ont avalisé l'accord et n'ont pas tenté de traduire, au niveau des négociations, la volonté exprimée par les travailleurs.

batifs, la méfiance envers les directions peut se traduire en défiance envers le syndicat en tant que tel. Cela pourrait se développer d'autant plus facilement si les forces politiques à la gauche du PCI ne se montrent pas capables d'offrir une alternative politique plus crédible.

— La direction du PCI n'a-t-elle pas été surprise par la vague de lutte, et comment a-t-elle tenté de la canaliser ?

— La direction du PCI a effectivement été surprise par les mobilisations. Elle ne s'y attendait pas. De plus, les militants de base du PCI ont joué un rôle significatif dans l'essor de cette lutte. La direction du PCI ne s'est pas opposée frontalement au mouvement. Tout d'abord, elle a pensé l'utiliser politiquement pour renforcer ses positions et mettre le PSI en difficulté, et pour souffler à l'oreille de la bourgeoisie : « Nous avons un rôle important à jouer, vous ne pouvez pas vous passer de nous, nous sommes les seuls capables de canaliser une montée ouvrière et de faire accepter un accord aux travailleurs. »

4. Cette orientation a été encouragée par le fait que, durant une période, les pressions de la base ont été telles que les directions syndicales ont dû effectivement en tenir compte et que certains secteurs de direction les ont même parfois traduites en termes de propositions plus ou moins alternatives.

chelle mobile se trouvait au centre des affrontements de classe, elle se soit lancée dans une série d'opérations politiques sur d'autres terrains. Elle n'a pas préparé la mobilisation. DP a fini par entrer dans la mobilisation, mais sa ligne politique consiste essentiellement à opposer ses intérêts particuliers d'organisation à une politique de Front unique qui permettrait la constitution d'une large opposition pouvant se convertir en un point de référence pour toute une couche de travailleurs. DP s'est opposée à l'accord et combat sa ratification dans les consultations en cours.

— Comment s'annoncent les assemblées d'entreprise sur l'accord ?

— Dans de nombreuses usines — Italsider et Ansaldo de Gênes, Alfa Romeo de Milan, Aeritalia de Turin, conseil d'usine de la FIAT Rivalta à Turin toujours, ainsi que de nombreuses usines de la région de Brescia — les travailleurs ont repoussé l'accord. Mais cela restera seulement un jugement négatif porté par de larges secteurs ouvriers sur l'accord. Aussi bien la politique des directions syndicales que l'absence d'une opposition structurée empêcheront de renverser les résultats de la négociation. La direction du PCI, après avoir prétendu subir l'accord, se trouve aujourd'hui contrainte de tout faire pour obtenir sa ratification. C'est à cela que ses cadres doivent s'employer aujourd'hui sur

les lieux de travail. Ce n'est pas une des moindres contradictions de la ligne du PCI.

Une vague de luttes a été brisée. La reprise sera plus difficile, d'autant que le renouvellement des contrats est reporté de deux ans. Il est possible qu'augmentent le nombre des travailleurs qui comprennent que la pression sur les directions n'est pas suffisante, qu'il est nécessaire d'organiser une opposition. Mais cela peut avoir pour conséquence, à un autre niveau, d'accroître les hésitations avant de se relancer dans une lutte. Il est possible que le « Pacte social » soit rompu au niveau des entreprises. Néanmoins, il est difficile d'imaginer que se répète rapidement le scénario de 1978, où la mobilisation de toute la branche des métaux avait mis en question de Pacte social de l'EUR (5).

Cependant, reste toujours présent le facteur d'une crise politique qui peut s'ouvrir à tout moment, étant donné les contradictions internes à la Démocratie chrétienne (DC), à son système d'alliances et l'instabilité sociale. Or toute crise politique peut aboutir à une redistribution des cartes et à une relance des luttes sociales.

— Cet accord, comme le déroulement des luttes, ne pose-t-il pas — une fois de plus — le problème de la démocratie syndicale au moment même où les directions tendent à restreindre le champ d'activité

des conseils d'usine et à truquer ouvertement le résultat des consultations de la base, comme cela a été si manifeste en novembre dernier ?

— Effectivement, un des plus grands problèmes qui a été mis en relief et qui reste posé par l'accord est celui de la démocratie syndicale. Premièrement, il y a la façon même dont est défini le contenu d'un tel accord, puis sa signature. Deuxièmement, dans l'accord lui-même, est prévue une réduction du rôle contractuel des conseils d'usine. Ces derniers ont été, depuis des années, un élément favorisant une certaine démocratie syndicale.

Des secteurs syndicalistes, le plus ouvertement dans l'UIL, sont favorables à une réduction de la démocratie syndicale et à la transformation des syndicats en un instrument docile aux mains de l'appareil.

Le terrorisme a été utilisé pour atteindre cet objectif. Des dirigeants syndicaux n'hésitent pas à affirmer que les structures favorisant la démocratie syndicale facilitent l'infiltration des terroristes dans le syndicat. Giorgio Benvenuto, le secrétaire général de l'UIL, a le culot d'utiliser « l'affaire Luigi Scricciolo » pour justifier cette opération. Je ne sais pas si Luigi Scricciolo est un agent ou pas. En Italie, depuis quelques années, les accusations les plus fantaisistes ont souvent été portées par le pouvoir contre des militants. Officiellement, il est accusé d'avoir collaboré avec les Brigades rouges (BR), d'être un agent des Bulgares, d'avoir dénoncé des syndicalistes de Solidarité après le coup de force des généraux polonais (il avait organisé le voyage de Lech Walesa en Italie).

Mais, un fait reste certain. Luigi Scricciolo n'est pas arrivé à son poste de responsabilité syndicale à partir d'une activité militante dans une structure de base ou d'une élection à un conseil d'usine. Il n'a jamais été élu par un congrès syndical à une instance de direction. Il est entré dans les cercles dirigeants de l'UIL grâce à ses rapports personnels avec Giorgio Benvenuto. *En quelques mois*, il était devenu l'un des principaux dirigeants de l'UIL. Le vrai problème auquel devrait répondre Giorgio Benvenuto est le suivant : comment une ascension aussi vertigineuse est-elle possible dans le syndicat ? Le problème réel ne réside donc pas dans un trop-plein de démocratie, mais bien dans l'absence de contrôle organique de la base sur la direction syndicale. La question clé n'est évidemment pas que des structures de base soient « infiltrables », mais que la bureaucratie puisse engager des négociations et signer comme bon lui semble des accords dont les effets sont désastreux pour les travailleurs et le syndicat lui-même.

Propos recueillis par André DURET
Turin, 8 février 1983.

5. C'est en janvier 1978, lors d'une réunion nationale des trois centrales syndicales au Palais de l'EUR à Rome, que les dirigeants syndicaux se sont déclarés explicitement pour l'austérité et la paix sociale.

Quatrième Internationale

janvier - février - mars 1983

EDITORIAL :

Relève de la garde au Kremlin..... 3

Doug Jenness

Notre continuité politique avec le Bolchevisme..... 17

Ernest Mandel

Défense de la révolution permanente..... 83

NOTES DE LECTURE :

Alexandre Zimine : *Le stalinisme et son « socialisme réel »*.....

Jacques Rupnik : *Histoire du Parti communiste tchécoslovaque*..... 127

ABONNEMENTS : 1 an, 4 NUMEROS

FRANCE

Ab. ordinaire 70 francs français

Ab. soutien 140 francs français

Chèques à l'ordre de :

P.E.C.

2, rue Richard Lenoir

93100 MONTREUIL

FRANCE

AUTRES PAYS

Ab. ordinaire 500 francs belges

Ab. soutien 1 000 francs belges

Par avion 600 francs belges

Mandats, virements, chèques pour le compte CGER n° 001-1020473-12 de

Quatrième Internationale

29, rue Plantin

1070 BRUXELLES

BELGIQUE

Le cours répressif du gouvernement de Belaunde Terry

Interview de Hugo Blanco, député du Parti révolutionnaire des travailleurs, section péruvienne de la IVe Internationale

DU candidat Fernando Belaunde Terry — usant de son passé d'ancien président de la République renversé par le coup d'Etat militaire « réformiste » du 3 octobre 1968 pour se faire élire aux présidentielles du 18 mai 1980 — jusqu'au chef de gouvernement envoyant l'armée réprimer la « guérilla » d'Ayacucho, le cours répressif du régime péruvien de l'Action populaire (AP) n'a cessé de se confirmer tout au long de ces trois dernières années. Parallèlement, une politique économique favorisant ouvertement les investissements impérialistes a conduit à la reprivatisation de nombreux secteurs de l'économie du pays, tandis qu'aucune volonté politique ne se manifestait pour apporter un début de solution aux problèmes fondamentaux : le chômage, la malnutrition, la mortalité infantile ou l'analphabétisme ...

Aujourd'hui, cette évolution du régime de Fernando Belaunde Terry prend de plus en plus l'aspect de ces *rangers* de l'armée péruvienne qui parcourent les rues d'Ayacucho le visa-

ge passé au noir de fumée, un poignard à la main et criant à la cantonnade : « *Terroriste, cette nuit nous entrerons dans ta maison, nous mangerons tes tripes et te ferons éclater la tête ...* ». Or la lutte contre la guérilla de Sentier lumineux dans le département du Cuzco va être utilisée pour militariser encore un peu plus la vie politique et sociale du pays. N'est-ce pas le ministre de la Guerre, Luis Cisneros Vizquerra, qui réclamait récemment l'appui de « *tous les bons Péruviens, avec ou sans uniforme* », contre Sentier lumineux ? (*La Republica*, Lima, 29 décembre 1982).

Dans l'interview que nous publions ci-après, notre camarade Hugo Blanco, élu député du Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT, section péruvienne de la IVe Internationale) aux élections législatives du 18 mai 1980, tire un premier bilan de ces trois années de gouvernement de Belaunde Terry et présente les perspectives d'action et les orientations de son parti dans ce contexte.

« INPRECOR » : — Quel bilan le Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT) fait-il du gouvernement de Fernando Belaunde Terry (1) ?

Hugo BLANCO : — C'est un gouvernement qui représente fondamentalement les intérêts des entreprises impérialistes. En cette époque de crise du système, il ne peut, pour défendre les intérêts en question, que plonger la grande majorité de la population dans la faim et dans la misère. Voyons quelques aspects centraux de sa politique économique :

Ce gouvernement se caractérise par un processus de renforcement de la privatisation de l'économie. On accorde des facilités aux entreprises privées, en majeure partie impérialistes, on affaiblit ou on dissout les centres coopératifs et les coopératives, lesquelles, une fois atomisées, seront une proie facile pour le grand capital et, enfin, on décrète la privatisation à petite cadence des entreprises publiques.

Nous pouvons donner des exemples de cette politique de privatisation. De grands avantages sont accordés aux entreprises pétrolières impérialistes et, en contre-partie, on assiste à un affaiblissement de la firme pétrolière étatique Petroperu. Des dispositions sont prises en faveur des grandes compagnies minières impérialistes et le secteur minier d'Etat se rétrécit, surtout en ce qui concerne la commercialisation. La sidérurgie nationalisée est sur le point de couler au profit des entreprises nord-américaines, japonaises ou autres. La pêche est un autre secteur où l'entreprise étatique est écrasée en faveur des capitalistes. L'entreprise nationale d'électricité n'échappe pas non plus à cette politique.

En ce qui concerne l'agriculture, l'ob-

jectif du gouvernement est de voir passer l'agro-industrie aux mains du secteur privé. Dans ce but, les organismes coopératifs, à tous les niveaux, sont détruits, et leurs dépouilles sont offertes aux grandes propriétés (*latifundio*) dont le gouvernement soutient l'expansion.



Quant aux importations, il a donné le champ libre aux produits étrangers qui envahissent le marché national et tuent l'industrie du pays.

Les exportations se concentrent de plus en plus entre les mains des firmes privées. Les entreprises d'Etat du commerce intérieur sont également attaquées, et cela entraîne de graves préjudices pour les couches les plus pauvres de la population. Le revenu national sert principalement au paiement d'une dette extérieure gigantes-

que, qui croît chaque année davantage, et au financement du gaspillage militaire. Les budgets de la santé, de l'éducation, du logement et autres, bien nécessaires à la population, se réduisent sans cesse.

La dévaluation permanente et accélérée de la monnaie nationale, le sol (2), accroît rapidement la misère des salariés. Quant aux paysans, des prêts leurs sont accordés en dollars ! De sorte que, vu l'inflation galopante, au bout d'un certain temps, ils doivent rembourser en soles le double de ce qu'ils ont obtenu comme prêt, plus les intérêts.

Certaines maladies que l'on croyait appartenir à l'histoire ont fait leur réapparition au Pérou : la malaria, la rage, etc. La mortalité infantile augmente. Deux enfants doivent partager le même berceau à l'hôpital, deux femmes en couches doivent partager le même lit, des enfants naissent dans les couloirs des hôpitaux.

Et dans ce pays où la santé est si précieuse et se dégrade encore, les laboratoires et les cliniques privées s'enrichissent. Une

1. L'actuel président Fernando Belaunde Terry était le candidat de l'Action populaire (AP) aux élections présidentielles du mois de mai 1980. Cette formation remporta 43 % des voix, sur la base d'une propagande assez démagogique, que le cours répressif du régime ne cessait de contredire par la suite. Contre toute attente, ces élections représenteront une grave défaite pour l'organisation populiste bourgeoise APRA qui ne totalisa que 25 % des voix, et pour la gauche dans son ensemble (15 à 20 % des suffrages). Pour une analyse des résultats électoraux, voir « *Un premier bilan des élections* », Jean-Pierre Beauvais, *Inprecors* numéro 79 du 12 mai 1980.

2. Le 28 juillet 1980, date de la prise de fonction officielle de Belaunde Terry, le dollar américain cotait 290 soles. En juillet 1982, le dollar s'échangeait contre 710 soles péruviens, ce qui signifiait une perte de valeur de la monnaie péruvienne de près de 150 % en deux ans.

étude commandée par les Nations unies a montré qu'il y a une surfacturation de 400 % sur les importations de médicaments.

— Du point de vue des masses, quel est l'état actuel de la mobilisation, et quel rôle joue le PRT ?

— La politique pro-impérialiste de ce régime d'affameurs a frappé durement tous les secteurs de la population. Ceux-ci ont répondu par de fortes mobilisations.

Les travailleurs des entreprises en danger de privatisation se sont mobilisés pour défendre le secteur nationalisé. Dans plusieurs entreprises, ils luttent contre l'inflation pour la défense de leur niveau de vie ; dans d'autres, c'est contre la fermeture illégale de l'entreprise et contre les licenciements qu'ils mènent le combat. Les paysans ont fait la première grève générale de leur histoire à l'échelon national, contre la politique du gouvernement à leur égard. Les coopérateurs défendent leurs coopératives. Les universitaires défendent les universités qui sont laissées sans ressources. Les régions oubliées de l'intérieur luttent pour attirer l'attention sur leurs problèmes spécifiques, etc.

Les formes de lutte les plus fréquentes sont la grève ; la paralysie de l'activité régionale (*paro civico*) pour un, deux ou trois jours ; des marches proprement sacrificielles, comme dans le cas des ouvriers des mines de Canarias qui, avec leurs familles, y compris les enfants, ont parcouru plus de 700 kilomètres. Au cours de cette marche, cinq enfants sont morts, ainsi qu'une femme qui venait d'accoucher, et un travailleur. Les paysans barrent les routes, prennent des terres pour construire des cabanes où habiter. Ce fut le cas à El Palomar, où la police a tué cinq habitants. Des grèves de la faim et quelques occupations des lieux de travail ont également eu lieu.

Malheureusement, ces luttes ne sont pas coordonnées les unes avec les autres, ce qui réduit considérablement leur efficacité. Les directions des centrales ouvrières ne remplissent pas leur devoir de centralisation et de coordination de ces luttes. La Confédération générale des travailleurs du Pérou (CGTP), dirigée par le Parti communiste péruvien (PCP), aurait la possibilité de le faire, mais elle ne le veut pas. La Gauche unie (IU), front qui regroupe la grande majorité de la gauche, ne veut pas non plus impulser une lutte centralisée.

Le PRT est partisan de coordonner et de centraliser le plus possible les luttes des travailleurs et des exploités en général. Nous considérons que c'est aujourd'hui notre tâche fondamentale. Malheureusement, notre faiblesse organisationnelle ne nous permet guère de le faire à une large échelle.

— Quelle est la signification et l'impact réel de la guérilla d'Ayacucho ? Que représente Sentier lumineux (« Sendero Luminoso ») ?

— Sentier lumineux est un groupe maoïste aux caractéristiques très sectaires, qui considère que tous ceux qui ne le soutiennent pas sont des réactionnaires et méritent d'être éliminés.

Il rejette la participation aux élections et se consacre à la préparation de la guérilla. De façon intelligente, ses militants ont commencé par de petites actions de sabotage pour aguerir leurs troupes, et en sont arrivés à la réalisation d'actions de guérilla. Leur place forte est la région montagneuse d'Ayacucho, qui est l'une des plus pauvres et des plus oubliées, et dont la grande religiosité est propice à des positions dogmatiques comme celle-ci : « *La pensée du camarade Gonzalo (le dirigeant) dirige la révolution mondiale.* »

La politique économique du régime, féroce antipopulaire, et l'absence d'alternative de lutte effective de la part des directions de masse, conduisent au développement des actions et de l'influence de Sentier lumineux.

Le gouvernement a répondu, fondamentalement, par la répression, décrétant une loi « antiterroriste », emprisonnant, torturant, violant et assassinant les sendéristes, des dirigeants paysans et d'autres personnes. Mais cela ne lui a pas permis d'écarter Sentier lumineux qui a, dernièrement, exécuté quelques notabilités de la région, parmi les plus puissantes localement. La guérilla a aussi réalisé des attaques et des embuscades plus nombreuses

contre les forces répressives, et de nouveaux actes de sabotage.

Finalement, le gouvernement a envoyé l'armée dans le département d'Ayacucho, où elle a déployé une répression encore plus grande, avec fouille maison par maison et ordre de tirer sur les suspects. Cela n'a guère gêné Sentier lumineux, qui se paya le luxe d'appeler à une grève contre la répression dans la ville d'Ayacucho, qui fut suivie par 90 % de la population.

Il y a aussi eu des actions de sabotage dans d'autres endroits du pays, y compris à Lima. Malheureusement, parmi les victimes de Sentier lumineux on trouve des dirigeants paysans d'autres secteurs de la gauche, des membres de coopératives paysannes, des dirigeants d'organisations de quartier non sendéristes.

Il est remarquable, cependant, que malgré tous ces facteurs négatifs, Sentier lumineux, au lieu d'être écrasé par la répression, soit en train de se développer. Cela montre que la situation économique de la population est désespérée et qu'il y a toujours plus de gens qui sont déçus, non seulement par les appareils politiques bourgeois, mais aussi par les organisations de masse et les partis de gauche.

Le Parti révolutionnaire des travailleurs est actuellement en pleine discussion au sujet de ces récents événements.

— Dans les derniers mois, les conflits

Le Pérou en sigles

Front ouvrier, étudiant, paysan et populaire (FOCEP) : Coalition électorale mise en place pour les élections à l'Assemblée constituante, en 1978, et regroupant l'essentiel des forces se réclamant du trotskysme péruvien, avec des organisations maoïstes et centristes, et des secteurs significatifs du syndicalisme « de classe » ouvrier et paysan.

Alliance de la gauche révolutionnaire (ARI) : Regroupement de la quasi-totalité des organisations révolutionnaires et des forces du mouvement ouvrier luttant pour « un gouvernement des travailleurs sans généraux ni patrons », qui s'était constitué pour soutenir la candidature de notre camarade Hugo Blanco aux élections présidentielles du printemps 1980. L'ARI comprenait l'Union démocratique populaire (UDP), une coalition de formation maoïste et centriste. Malheureusement l'ARI devait éclater dans sa forme unitaire avant même la consultation électorale, ce qui l'empêcha d'apparaître comme le pôle ouvrier et populaire qu'elle aurait dû être au niveau électoral.

Gauche unie (IU) : Coalition électorale mise en place sous l'hégémonie du PCP-Unidad (pro-soviétique), avec l'UDP, pour les élections municipales de 1981. C'est l'échec politique de l'ARI, en 1980, qui permit au PCP de rallier certaines formations centristes et d'organiser autour de sa stratégie réformiste ce regroupement prétendant à la direction du mouvement de masse qui lui avait momentanément échappé lors des expériences du FOCEP et de l'ARI.

Alliance populaire révolutionnaire américaine (APRA) : Formation hégémonique dans le camp bourgeois jusqu'aux élections de 1980, où elle connut un échec électoral cuisant, qui profita à l'Action populaire (AP) de Fernando Belaunde Terry, qui prit alors le pouvoir.

POMR-PST (parti unifié) : Le Parti ouvrier marxiste révolutionnaire (POMR) était l'organisation liée au courant lambertiste de l'OCI française. Le Parti socialiste des travailleurs (PST) représentait les vœux du courant dirigé par Nahuel Moreno. Le POMR-PST (parti unifié) est le résultat de la recomposition locale de ces deux courants, suite à la crise qu'a connue leur regroupement international en septembre 1981 (cf. *Inprecor* numéro 137 du 22 novembre 1981, « *Le bilan des "reconstructeurs" de la IVe Internationale* », Daniel Bensaid). Une partie des militants du POMR, derrière leur dirigeant Ricardo Napuri, devait rompre ses rapports avec le courant lambertiste pour former le POMR-PST avec le courant moréniste.

à la campagne se sont aggravés, ce qui a entraîné des affrontements sérieux entre les paysans et les forces répressives du gouvernement. Tandis que Sentier lumineux pose le problème de la lutte armée de façon concrète, le reste de la gauche semble n'être préoccupé que par les prochaines élections. Quelle est la position politique du PRT par rapport à l'autodéfense armée, aux piquets d'autodéfense des paysans (*rondas campesinas*) (3), etc. ?

— La Confédération paysanne du Pérou (CCP) (4) a approuvé, lors de son dernier Congrès, la proposition, faite à plusieurs reprises par le PRT, de créer un secrétariat à l'autodéfense, pour impulser et organiser la lutte armée de la paysannerie contre la répression armée du gouvernement. Nous savons que cette approbation ne suffit pas et qu'il faut pousser à l'organisation de l'autodéfense à la campagne, sur cette base d'accord et en fonction des conditions spécifiques, sans tomber dans l'aventurisme. Dans le passé, nous avons participé à ce type d'actions, et aujourd'hui, nous voyons des embryons d'autodéfense armée dans ce qui s'appelle les *rondas campesinas* du département de Cajamarca, où la paysannerie s'est organisée pour faire des tours de garde pour protéger son bétail contre les voleurs. Cette vigilance armée a déjà connu des affrontements mineurs, y compris avec des policiers complices des voleurs de bétail. Nous considérons ce cas comme un exemple d'action armée organisée des masses, même si elle n'est encore qu'embryonnaire.

Si les paysans continuent ces actions de grève (*paros*), avec barrage des routes, la répression gouvernementale contre les organisations de masse à la campagne va les obliger à se défendre par les armes.

En ce qui concerne la population urbaine, pendant les *paros cívicos* nationaux, elle a connu un début d'expérience d'affrontement à la répression armée. Nous croyons aussi que les masses organisées dans les villes en arriveront à développer une autodéfense armée.

— Au Pérou commence déjà à régner un climat pré-électoral, les élections municipales de 1983 se rapprochent. Quelle est la position du PRT par rapport à ces élections ? A-t-il envisagé une politique d'alliances ? Dans le même sens, quel bilan tire-t-il de la politique d'alliances qu'il a eu dans le passé (FOCEP, ARI, etc.) ? Comment le PRT considère-t-il la possibilité d'une alliance électorale entre l'APRA et la Gauche unie (IU) ?

— Commençons par le bilan. Les importantes discussions à ce sujet, et l'accélération de la dynamique de la lutte des classes ont empêché le PRT de faire, jusqu'à présent, un bilan commun sur l'expérience de ces fronts. Mon appréciation est que le sectarisme qui a pesé sur la majorité des trotskystes péruviens a empêché, dans les deux occasions, que notre mouvement ne se porte à la tête de larges fronts révolutionnaires de masse. Notre impuissance a permis au réformisme de dé-

tourner à son profit, à travers la création de la Gauche unie (IU), les préoccupations unitaires des masses. La direction réformiste de ce front empêche qu'il se convertisse en instrument de lutte des masses. Elle s'en sert pour les freiner et les canaliser vers les illusions électoralistes.

Le PRT n'a pas encore défini sa politique pour les élections municipales de novembre. Personnellement, je considère qu'elles revêtiront, pour les masses, une moindre importance que les précédentes, car les masses ont en grande partie perdu l'illusion de pouvoir améliorer notablement leur situation grâce à des élections municipales. De plus, à part quelques exceptions, les maires et les conseillers municipaux de gauche ont été absorbés par la routine du système et ne se sont pas efforcés d'utiliser leurs postes comme point d'appui pour soutenir les luttes du peuple contre le gouvernement.

On peut envisager plusieurs variantes concernant la forme de participation du PRT :



Manifestation du PRT. (DR)

- Lancement de candidatures des organismes de masse ;
- Candidature du PRT seul ou comme membre d'un ou de plusieurs fronts ;
- Appui critique à des candidats IU.

Le plus probable sera, vu le caractère des élections municipales et la diversité des réalités politiques des différentes régions, que ces trois formes de participation seront combinées.

En ce qui concerne la possibilité d'une alliance électorale entre l'APRA et la Gauche unie (IU), le PRT considère comme une honteuse trahison de IU le fait de s'allier à un parti de droite, partie

prenante du système d'oppression, qui contribue à tromper les masses affamées, dont le seul besoin est l'organisation de leurs propres luttes, sous une forme indépendante de tous les exploités.

Mais, malheureusement pour IU, il semble que l'APRA récuse sa compagnie, pour cette fois.

— En référence aux autres groupes qui se réclament du trotskysme, où en sont à présent les relations entre eux et le PRT ? Y a-t-il des possibilités de réaliser un travail en commun ? Est-il envisagé une possibilité d'unification ?

— Le PRT, né de l'unification de groupes trotskystes, a eu l'illusion de pouvoir former un parti en s'unissant au PST et au POMR, mais nos efforts furent vains et ils ont été utilisés de façon déloyale par les camarades des autres groupes.

Actuellement, nous avons entrepris de nous coordonner avec le POMR-PST (c'est-à-dire le PST avec une partie du POMR) pour réaliser quelques activités en commun, comme la formation du Bloc parlementaire socialiste (5). Nous essayerons d'aller de l'avant dans cette voie, aussi loin que possible. Nous ferons le même effort vis-à-vis du POMR. Cependant, nous sommes conscients des difficultés qui se présentent à cause du sectarisme traditionnel de ces organisations : sectarisme envers le reste de la gauche et sectarisme réciproque.

Quant à la possibilité de nous unifier, nous la considérons difficile pour le moment, pour les raisons que je viens de mentionner et à cause du manque de démocratie interne de ces partis et de leur attitude à notre égard, qui ne correspond pas aux nécessités de la lutte des classes dans le pays, mais aux ordres qu'ils reçoivent de Nahuel Moreno ou de Pierre Lambert.

Naturellement, le PRT cherche à unir ses efforts à ceux de tous les révolutionnaires, au travers d'actions en commun et de fronts, et si l'homogénéité programmatique et politique réalisée rend possible une unification, tant mieux. Nous espérons que le processus révolutionnaire mènera à la convergence de nombreuses organisations.

Lima, 13 janvier 1983.

3. Les « rondes paysannes » sont des formes d'auto-organisation des paysans contre les exactions des voleurs de bétail. Mais la plupart du temps les forces policières étant associées à ces trafics, les « rondes paysannes » constituent une forme d'autodéfense paysanne face à la répression ou à la passivité des représentants de l'Etat bourgeois. Ces formes d'organisation sont une étape élémentaire du processus d'autodéfense de masse en milieu paysan.

4. Le VI^e Congrès national de la Confédération paysanne du Pérou (CCP, Confederación Campesina del Perú) s'est déroulé du 16 au 21 juillet 1982 à Lima. Dans *Combate Socialista* (organe du PRT) de la première quinzaine d'octobre 1982, Hugo Blanco, qui a été réélu membre du Comité exécutif national (CEN) et secrétaire aux Droits de l'homme de la CCP, établissait un premier bilan de ce Congrès. Parmi ses aspects positifs, il soulignait l'assistance de 1201 délégués et invités, le degré de participation à la base dans la discussion, la tenue frater-

nelle des débats, les points d'accord qui en sont ressortis, et « l'énergique irruption de la femme paysanne, revendiquant ses droits et combattant le machisme ». Dans ce Congrès, le PRT a eu, pour la première fois, une intervention politique en tant qu'organisation dans cette Confédération, avec la présentation de documents et la participation de militants paysans du PRT dans les débats et les commissions.

5. Le 15 septembre 1982, une réunion entre les délégations au Parlement du PRT et du POMR-PST (parti unifié) décidait la mise en place d'un Bloc parlementaire socialiste. Ce Bloc a eu sa première intervention lors de l'interpellation du cabinet gouvernemental de Manuel Ulloa au Parlement, au mois de septembre. Dans une déclaration adoptée le 16 décembre 1982, le Bloc parlementaire socialiste s'est engagé à faire entendre « la voix des exploités au sein du Parlement » et à impulser « depuis cette tranchée la mobilisation révolutionnaire des masses exploitées ».

Points de repères pour l'analyse de la guérilla péruvienne

Origine et caractéristiques du groupe "Sentier lumineux"

LES activités de guérilla du groupe Sentier lumineux (Sendero Luminoso) ont fait la « une » de nombreux journaux, surtout depuis le 24 décembre 1982, date à laquelle le gouvernement de Fernando Belaunde Terry a envoyé l'armée prêter main-forte aux forces policières pour maintenir l'ordre bourgeois dans la région du département d'Ayacucho.

Mais la « guérilla péruvienne » est aussi au centre des débats politiques des forces ouvrières et populaires dans ce pays, dans la mesure où, au-delà des caractéristiques propres du groupe Sentier lumineux, elle représente un phénomène de révolte de la jeunesse locale beaucoup plus vaste.

Le texte que nous publions ci-après à ce sujet a été rédigé sur la base d'informations communiquées par nos camarades du Parti révolutionnaire des travailleurs (PRT), section péruvienne de la IV^e Internationale. Il cherche à définir l'origine du groupe Sentier lumineux. D'autres contributions seront sans doute nécessaires pour éclairer plus précisément les contours de cette organisation, de sa stratégie et de sa dynamique.

Claude DEVILLIERS

Le Parti communiste péruvien - Sendero Luminoso (PCP - Sentier lumineux) est issu de la grande scission du parti stalinien péruvien, intervenue en 1964, autour de l'affrontement sino-soviétique. Les pro-soviétiques du PCP-Unidad (PCP-Unité) étaient partisans d'une « transition pacifique au socialisme ». Les maoïstes du PCP-Bandera Roja (PCP-Drapeau rouge) leur opposaient la thèse de la « guerre populaire prolongée de la campagne vers la ville ». En 1969, les maoïstes se divisèrent à leur tour sur la question de la caractérisation du régime de Juan Velasco Alvarado (1). Certains soutenaient que c'était un gouvernement réformiste bourgeois et d'autres que c'était un régime fasciste. Ces derniers se divisèrent encore en 1970 autour de divergences concernant les méthodes de construction du parti révolutionnaire. Le groupe de Saturnino Paredes acceptait le travail politique légal, tandis que celui d'Abimael Guzman (PCP-Sentier lumineux) était partisan d'une clandestinité à outrance (2).

Pendant la première phase du régime militaire, le groupe de Sentier lumineux (SL) eut une activité qui se situait globalement sur le terrain de l'extrême gauche péruvienne et de l'opposition militante à la dictature, même si elle était teintée de certains traits d'opportunisme et de sectarisme. Ainsi, par exemple, en 1977, SL s'opposa à la première grève générale contre la dictature militaire, en expliquant qu'il s'agissait d'une grève « social-impérialiste » et « urbaine » (donc provocatrice par rapport à la règle suivant laquelle la révolution devait aller « de la campagne vers la ville ».)

Lorsque le gouvernement militaire convoque des élections à une Assemblée constituante pour 1978 et propose des élections présidentielles pour 1980, Sentier lumineux analyse cela comme « la consolidation du fascisme » au travers d'une « troisième restructuration de l'Etat péruvien », un peu comme un petit faux pas dans le long processus de « corporatisation de l'Etat ». Face à cette po-

litique de « continuité fasciste », Sentier lumineux propose de développer « la protestation populaire croissante » vers la lutte armée.

Ainsi s'ouvrit une profonde brèche entre la gauche qui participa aux élections et conduisit des masses contre la dictature dans la période 1977-1979, et Sentier lumineux. Antiparlementariste « par principe », SL accusa indistinctement le reste de la gauche d'électorisme et d'appui au fascisme.

C'est en 1978 que SL se transporte dans les régions montagneuses du centre et du sud du pays. Rapidement, les militants sendéristes disparaissent en masse des universités, abandonnant leur travail politique dans les mines et les usines, expliquant qu'ils se préparent à lancer la lutte armée. La principale base sociale de SL se trouve dans le mouvement étudiant, aussi bien à Lima que dans la région montagneuse du centre du pays, et seulement dans certains secteurs périphériques du mouvement ouvrier urbain et des mineurs. Il est néanmoins évident qu'à partir de 1978, les militants de Sentier lumineux ont entrepris un patient travail d'implantation politique dans le département d'Ayacucho et dans les régions de la Sierra méridionale.

LES ACTIONS DE LA GUÉRILLA

C'est à partir de 1980 que SL commence sa « guerre populaire prolongée ». Jusqu'à septembre 1982, on comptabilise près de 1 400 actions armées, bien que Sentier lumineux en revendique plus du double durant la même période. Dans un premier temps, il ne s'agissait que d'actions isolées et de terreur individuelle (bombes dans des collèges, les ministères, les municipalités, les locaux commerciaux...). Puis vinrent des opérations de sabotage et de propagande dans les centres urbains (principalement à Lima, Ayacucho et Huancayo). Certaines destructions de pylônes électriques plongeant la capitale dans l'obscurité ont permis des attaques synchronisées de locaux commerciaux accompagnées de

mobilisations éclairs. Ces opérations se poursuivirent avec des sabotages de pylônes dans les régions rurales, l'explosion de bombes dans les locaux de journaux ou des stations de radio à Ayacucho. Elles avaient comme but principal d'attirer l'attention sur l'existence et les objectifs de la « guerre populaire prolongée » lancée par Sentier lumineux. Un troisième moment de l'évolution des actions armées de SL s'est caractérisé par des attaques de plusieurs postes de la Garde civile et de la Garde républicaine, qui ont connu des succès inégaux. Parmi ces actions, il faut noter une attaque audacieuse de la prison centrale de Huamanga, qui permit aux sendéristes de libérer nombre de leurs militants et dirigeants arrêtés à la suite de l'instauration de l'état d'urgence. Cette époque a également vu des incursions dans des communautés et des villages, avec pillage des magasins, redistribution des vivres à la population et meetings appelant les jeunes à rejoindre la lutte armée. Finalement, toutes ces actions ont convergé vers deux grèves générales politiques à Ayacucho, contre le gouvernement et les forces armées. Elles ont été un succès.

Toutefois, une part importante de l'influence de Sentier lumineux doit être reliée à ses méthodes d'intimidation, qui incluent des sévices corporels (flagellation, cheveux rasés, tortures) qui peuvent être indistinctement infligés à des « mouchards », aux indécis, usuriers, professeurs, médecins, commerçants, et même à des militants de la gauche révolutionnaire. Des « jugements populaires » et des exécutions sommaires, avec participation populaire plus ou moins importante, de responsables municipaux, de commerçants, de « traîtres » à SL, de dirigeants de l'Action populaire (AP) au pouvoir, et de représentants des autorités locales (gouverneurs, maires...) ont eu lieu. A défaut de

1. Lors du coup d'Etat militaire du 3 octobre 1968, le gouvernement de Belaunde Terry, actuel président péruvien, était renversé par le général Juan Velasco Alvarado. En 1975, à la suite d'un nouveau coup d'Etat militaire, c'est le général Morales Bermudes qui prend les rênes du pouvoir. Après les grèves de janvier 1976, l'état d'urgence est décrété en juillet de la même année. En 1977 aura lieu une grève générale qui amène la levée de l'état d'urgence et marque une étape importante de la lutte contre le régime militaire.

2. Tous les groupes de matrice maoïste se considèrent, eux-mêmes, comme les successeurs du « parti fondé par Mariategui », qui fut « détruit » en 1931 par la clique « social-démocrate », plus tard caractérisée de « révisionniste et social-impérialiste » du PCP-Unidad. C'est la raison pour laquelle la presse du groupe d'Abimael Guzman portait en exergue la phrase suivante : « Par le sentier lumineux de José Carlos Mariategui », qui donna son nom au PCP-SL. Mais SL se considérant aujourd'hui comme le PCP reconstruit, fait toute sa propagande au nom du PCP.

« bourgeois bureaucratiques » ou de « grands propriétaires terriens », la plupart de ces victimes sont d'origine paysanne et populaire. Finalement, il y a eu aussi des attentats contre des personnalités plus importantes du régime comme, par exemple, le sous-préfet d'Ayacucho, ou certains responsables des forces répressives.

LE PARTI

Tout ce qui précède résume les étapes de l'évolution de l'organisation de la guérilla. Cela montre, en même temps, les phases de construction de l'organisation politique au travers desquelles se sont formés les cadres et les militants de l'organisation. Tous commencèrent comme propagandistes et selon le rythme, l'intensité, la régularité et le risque des actions auxquelles ils participaient, certains furent intégrés dans la structure interne du parti. Le noyau central de SL est composé de vétérans de formation stalinienne qui partagent une conception du parti unique, monolithique, clandestin et régi dans son fonctionnement interne par un code militaire. Mais il ne faut pas oublier que dans SL se reconnaît la majorité de la jeunesse d'Ayacucho, jeunes étudiants ou paysans entre 15 et 18 ans, qui sont nés à la politique en prenant les armes, car ils n'avaient guère d'alternative. Dans une interview au journal *El Diario*, un dirigeant intermédiaire de SL affirmait que l'âge des militants ne dépassait pas 22 à 23 ans.

Un second aspect de l'organisation de SL est l'existence de « corps spécialisés » (soldats libérés des forces armées) et d'un efficace « service de renseignements sendériste » qui permet un contrôle parfait de la vie d'Ayacucho, ce qui explique par exemple la coordination exacte et la synchronisation des actions de SL. Ainsi, lors de la grève générale de 24 heures appelée par SL à Ayacucho, la presse rapporta « la présence de piquets de grève de Sentier lumineux dans les rues, qui menaçaient les commerçants qui voulaient ouvrir leurs magasins » (3).

Mais pour comprendre comment un groupe disposant de telles caractéristiques a pu s'implanter dans la région d'Ayacucho, il faut s'écarter un peu du récit chronologique de son évolution pour signaler les facteurs sociologiques et culturels du mouvement de masse qui existe derrière SL, et dont il est aussi, au moins partiellement, un produit.

TROIS FACTEURS LOCAUX

Ayacucho est une des régions les plus sous-développées économiquement de tout le pays. Si on y inclut les départements de Huancavelica, Apurímac et Cuzco, les zones minières de Pasco et Junín, nous avons l'espace géographique où SL a lancé sa « guerre populaire prolongée ». Quelques indications chiffrées donneront une meilleure idée du degré de pauvreté de cette région.

Sur les 506 310 habitants du département d'Ayacucho, 63 % vivent d'une agriculture de subsistance. Il n'y a prati-

quement aucune production pour le marché extérieur et l'activité minière d'exportation ne représente qu'une faible possibilité de réinvestissement sur place (4). L'industrie est fondamentalement artisanale (tissage, taille de la pierre et du bois, céramique). L'infrastructure énergétique est insuffisante pour répondre à la demande domestique et peu adéquate pour permettre un développement industriel (5). En 1971, seulement 17 % de la population économiquement active (PEA) était salariée. Ce qui représente le taux le plus bas de la région Sud (6). L'investissement moyen de l'Etat dans la période 1968-1980 a été de 0,6 % par an, en rapport avec le reste du pays.

L'analphabétisme touche 60,66 % de la PEA. Le taux de mortalité est très élevé, spécialement la mortalité infantile. Il n'y a que 30 médecins pour le département. L'espérance de vie est de 45 ans, 68 % des habitations se situent en région rurale et manquent d'eau potable, d'électricité et d'égoûts. Sur les 32 % de logements urbains, seulement 7,8 % bénéficient de l'eau potable à domicile.

Cette situation d'isolement, de misère et de marginalisation n'affecte pas seulement la paysannerie et les secteurs populaires, mais aussi les groupes de pouvoir locaux : commerçants et intermédiaires de toute sorte, relégués par le centralisme de Lima. Les conséquences de la grave crise économique du Pérou sont encore plus fortement ressenties dans cette région. Jusqu'au tourisme, qui représente une source significative de revenus, et qui a pratiquement disparu avec l'apparition de la guérilla dans le département.

Le deuxième facteur local fut la fondation de l'Université nationale San Cristóbal de Huamanga (UNSH) en 1959. La seule existence de cette université a signifié un changement radical dans la société d'Ayacucho. La UNSH créa une « conscience sociale » en montrant qu'il existait des droits comme la liberté politique, et des services que l'Etat était obligé de fournir.

Les enfants des secteurs moyens et de paysans appauvris furent gagnés aux idées d'un changement social et culturel, au moment même où on leur offrait des perspectives d'ascension sociale. Cette même population réclama de l'Université une série de services que celle-ci ne pouvait satisfaire. La croissance disproportionnée et anarchique du système universitaire créa des centaines de diplômés qui ne pouvaient être absorbés par l'appareil productif. Ce processus démontra au peuple d'Ayacucho et à la jeunesse les limites de l'éducation et de l'Université comme instruments de transformation so-

cial. Ainsi, la frustration sociale fut-elle canalisée politiquement par les organisations de l'extrême gauche à travers des Fronts de défense du peuple (FDP), qui connurent un développement important dans la première phase du régime militaire.

Enfin, le troisième élément se situe dans le phénomène de l'exode rural, dans l'isolement de la province du fait du centralisme de Lima, dans la centralisation de la vie économique autour de l'axe mines-pétrole, dans la détérioration de l'agriculture. Nombreux sont les témoignages de familles et de jeunes se rendant dans la capitale avec l'espoir d'un meilleur statut et qui s'en retournent ensuite à Ayacucho profondément frustrés et pleins de ressentiment.

Sentier lumineux est donc dans une grande mesure un produit de la combinaison des trois facteurs signalés plus haut :

- la misère extrême, la faiblesse et la désarticulation de la structure productive dans la région sud du pays ;

- les traditions de luttes politiques et régionales, liées au mouvement étudiant et à la UNSH ;

- la marginalisation et l'arriération de la province opposée au centralisme politico-administratif et culturel autour de Lima.

Mais SL représente aussi l'écart entre la province et la capitale au niveau même de la gauche organisée : entre la gauche rurale et agraire et la gauche urbaine et ouvrière. SL représente la mobilisation de la petite bourgeoisie provinciale, frustrée dans ses espoirs d'ascension sociale et extrêmement radicalisée, entraînant derrière elle de larges secteurs paysans. Pour compléter cette définition, il faut préciser les attitudes messianiques utilisées par SL pour développer son appui dans la paysannerie.

LA PENSÉE DE GONZALO ET LE « MESSIANISME ANDIN »

Si pour les observateurs de la droite politique les actes de SL semblent absurdes ou irrationnels — la destruction des pylônes électriques et les bombes dans les écoles répugnent à une mentalité urbaine —, pour le paysan analphabète qui ne connaît pas la télévision, ces faits ne revêtent pas d'importance particulière. Par ses actions, SL cherche à développer une sorte de mouvement messianique rural andin, éventuellement opposé au progrès et au développement technologique (8). D'un autre côté, il ne choque pas les coutumes et les mentalités de la population et s'y adapte. Les sendéristes sont donc socialement implantés et ils se sont inté-

3. Cité par un journal de Mexico, *Uno mas Uno*, du 10 janvier 1983.

4. Le principal centre d'activité minier, la mine Canarias, a vu ses patrons réduire leurs investissements. Elle a été attaquée par Sentier lumineux. Les mineurs ont entrepris une marche de protestation à Lima. La production a maintenant cessé depuis plus d'un an.

5. Les faits cités proviennent du livre « Terrorismo y sindicalismo en Ayacucho », 1980, de Pareja Pflucker, Piedad. Les statistiques proviennent des sources officielles.

6. Souligné par Julio Cotler dans la revue *Que Hacer ?*, numéro 20 de janvier 1983.

7. Informations extraites du reportage « Por los caminos de Sendero » de Paul Gonzales, et paru dans *Que Hacer ?* numéro 19 de novembre-décembre 1982.

8. C'est ainsi que l'on peut analyser, par exemple, l'incendie et la destruction d'un centre expérimental de l'Université San Cristóbal de Huamanga (UNSH), avec l'abattage absurde de centaines de têtes de bétail par les sendéristes.



Mobilisation contre la misère et la répression au Pérou. (DR)

grés, culturellement et socio-économiquement, à la population locale.

Les conceptions théoriques de SL s'expliquent pour beaucoup par les particularités locales définies ci-dessus. Ainsi, la caractérisation de « fascisme » pour des régimes aussi différents que ceux de Juan Velazco Alvarado, de Bermudes Morales ou de Fernando Belaunde Terry, se fonde sur le fait que ces gouvernements n'ont rien fait pour la province d'Ayacucho. L'idée d'un processus de « corporatisation progressive de l'Etat » correspond au processus de centralisation politique et administrative autour de Lima. La caractérisation de la société comme « semi-féodale » peut être rattachée au réflexe de l'universitaire provincial qui découvre les sciences exactes et sociales auxquelles il oppose le retard culturel et technologique de son milieu d'origine. L'utilisation abusive de la caractérisation de la situation comme « révolutionnaire » obéit au radicalisme de sa base sociale plus qu'à une analyse objective de la situation politique. Enfin, l'utilisation opportuniste d'un messianisme andin couvre des pratiques stalinienne et une orientation sectaire et autoritaire envers le mouvement de masse.

La formation idéologique des sendéristes part en fait du stalinisme « orthodoxe », c'est-à-dire anti-khrouchtchévien, du maoïsme de la Révolution culturelle, avec un récent alignement sur la veuve de Mao et la « Bande des Quatre » (9). La base de la formation idéologique de SL se trouve donc dans le stalinisme sectaire et ultra-gauchiste de la troisième période et dans le volontarisme maoïste. Le culte de la pensée du Chef, Abimael Guzman dit Gonzalo, est aussi très fort. La pensée de Gonzalo a été sacrée « quatrième étape du marxisme », après les apports de Marx, Lénine et Mao.

Malgré tout cela, Sentier lumineux représente un courant dont les militants luttent pour le renversement violent du régime d'exploitation, et qui représentent, bien que de façon déformée, la lutte légitime des masses pauvres de la province d'Ayacucho. Néanmoins, la permanence de ces caractères implique un changement radical dans les méthodes politiques de Sentier lumineux, notamment l'abandon de son rapport autoritariste aux masses et de ses pratiques ultra-gauchistes (châtiments corporels, exécutions sommaires, etc.) (10).

Il faut donc rejeter la position des

partis bourgeois d'opposition comme l'APRA en particulier, qui condamnent également le gouvernement et Sentier lumineux. Les réformistes du PCP-Unidad ont d'ailleurs à peu près la même orientation, même s'ils oublient parfois de mentionner SL et lancent de grandes formules d'appui lyrique au peuple d'Ayacucho. Ces deux positions conduisent à diviser dans les faits le front de lutte contre le gouvernement et à freiner la mobilisation des travailleurs, tout en laissant les masses populaires d'Ayacucho isolées face à la répression.

Pour nos camarades du PRT, il s'agit donc d'éviter que l'activité de la guérilla rurale fasse obstacle au travail politique dans la classe ouvrière et au sein du mouvement populaire. Le combat pour la Centrale unique des travailleurs, pour la grève civique générale (*paro civico nacional*), pour mettre le prolétariat à la tête des luttes de classes dans le pays, ne sont pas des tâches incompatibles avec les activités de Sentier lumineux.

Un autre aspect important est celui de la lutte contre la répression et pour la défense des prisonniers politiques. Les violations diverses des droits démocratiques élémentaires ont été nombreuses dans les zones où interviennent les forces policières et le « corps spécial anti-subversif » de la Garde républicaine, les tristement célèbres *sinchis*. Viol d'une fillette de 12 ans, assassinat en plein jour de personnes soupçonnées de liens avec SL, assassinat sur leur lit d'hôpital, à Huamanga, de trois étudiants prétendument membres des SL, assassinat, par les tortures qu'ils lui ont infligées, de la jeune militante sendériste Edith Lagos, telles sont quelques-unes des récentes exactions des *sinchis*. Certains de ces meurtres sont camouflés en « morts au combat », pourtant, récemment, les photos de ces sendéristes « morts durant l'action » montraient des traces de mutilations. Sans compter, enfin, les conditions de détention des prisonniers politiques incarcérés dans le pénitencier de l'île d'El Fronton.

UNE ORIENTATION INACCEPTABLE

Si Sentier lumineux représente d'une manière déformée une radicalisation et une mobilisation régionales qui le dépassent, il faut néanmoins définir quelques points de base sur lesquels les marxistes révolutionnaires ne peuvent transiger avec ce courant :

— Tout d'abord, pour SL, la guerre n'est pas la poursuite d'une orientation politique par d'autres moyens, mais plutôt la substitution de la politique par des méthodes de terreur et d'intimidation. Ainsi, la lutte armée se transforme-t-elle en une fin en soi et n'est pas considérée comme un moyen pour la construction d'un pouvoir révolutionnaire.

— La lutte armée est donc considérée comme une stratégie établie *a priori*, celle de la « guerre populaire prolongée de la campagne vers la ville », et non comme une tactique de lutte en fonction des développements effectifs de la lutte de classe et de la tâche de construction d'un parti révolutionnaire implanté dans la classe ouvrière et les masses, et apte à conduire la lutte contre la classe dominante pour abattre l'Etat bourgeois.

— Comme les réformistes, mais en sens inverse, SL méconnaît toute démarche transitoire. Mais, alors que les réformistes s'en tiennent au programme minimum pour justifier leur adaptation à la gestion de l'Etat bourgeois, les sendéristes, sans prendre en compte la réalité du niveau de conscience des masses, maintiennent, eux, le cap sur la lutte armée et le renversement immédiat de l'Etat bourgeois. Ces deux courants ignorent une démarche transitoire capable d'élever le niveau de conscience des masses populaires. Avec leur orientation sectaire, les sendéristes courent, de plus, le risque d'isoler du reste du mouvement de masse le secteur du mouvement social qu'ils influencent.

— SL n'entretient qu'une relation militaire avec les masses (d'où l'utilisation de la terreur), sous prétexte de parvenir à une supériorité militaire et technique sur les forces gouvernementales. SL entend faire l'économie d'une mobilisation armée des masses dans le cours du processus révolutionnaire, pour lui substituer le simple coup de main des militants organisés dans SL. Le parti révolutionnaire, pour les marxistes révolutionnaires, est issu des mobilisations ouvrières et populaires. Pour SL tout existe déjà, et il ne suffit plus que d'imposer aux masses populaires, par des méthodes administratives, autoritaires et même coercitives, la « guerre populaire prolongée ».

— Enfin, il y a le dogmatisme et le sectarisme de SL, dont l'origine sociale et politique a été largement traitée ci-dessus.

Claude DEVILLIERS
Paris, 15 février 1983.

9. Sentier lumineux sera le seul groupe au Pérou à se revendiquer de la « Bande des Quatre », réalisant des bombages sur les murs, du genre : « Vive les quatre de Shanghai », « Teng Xiaoping, fils de chienne, excrément humain ». Des affiches avec de tels slogans, accrochées sur des cadavres de chiens pendus à des feux de carrefour ont été placées dans des endroits de grande affluence à Lima. Même si SL n'a jamais revendiqué ces actions, elles sont marquées de l'empreinte du style de leur propagande politique.

10. Il faut signaler qu'à ce jour il y a déjà eu huit cas recensés où des paysans se sont opposés aux sendéristes, allant même jusqu'à les livrer à la police. Une colonne entière de guérilla a été livrée aux autorités par des paysans armés dans le sud du département de Cuzco.

Le retour de bâton du faux miracle pétrolier

Deux millions d'immigrés ont été expulsés en quinze jours

LE 18 janvier 1983, le gouvernement civil d'Alhaji Shehn Shagari, au Nigeria, décidait de donner quinze jours à tous les étrangers en « situation irrégulière » pour quitter le pays. Il est généralement admis que cette mesure touche près de 2 millions de personnes provenant des pays voisins, dont au moins la moitié du Ghana.

Dans notre article « Afrique, objectif pétrole », paru dans le numéro 123 du 19 avril 1982 d'*Inprecor*, nous indiquions que l'économie pétrolière bâtie en quelques années au Nigeria avait totalement bouleversé ce pays, entraînant de profonds déséquilibres économiques et sociaux. Nous indiquions que la

masse des laissés-pour-compte de cette expansion contradictoire allaient avant longtemps poser des problèmes au régime et aux institutions fédérales. Nous citions alors le cas d'émeutes religieuses dans le Nord du pays.

Il est significatif que ce soit là une des raisons invoquées par le ministre de l'Intérieur pour l'expulsion d'étrangers ayant prétendument participé à ces émeutes (1). Vrai ou faux, cela n'en révèle pas moins les contradictions d'un Etat qui se présente comme le seul grand Etat développé d'Afrique noire et qui, dans un même temps, doit reconnaître les difficultés politiques et sociales d'un pays semi-colonial et arriéré.

Claude GABRIEL

A l'époque de l'accession du Nigeria à l'indépendance (1er octobre 1960), l'économie du pays était centrée sur l'exportation de trois produits, dont la production était localisée dans trois grandes régions du pays : le palmier à huile dans le Sud-Est, le cacao dans le Sud-Ouest et l'arachide dans le Nord. Mais, dès le début des années 1970, cette situation a été radicalement changée par l'exploitation du pétrole. En seize ans, de 1964 à 1980, l'exploitation pétrolière est passée de 6 millions de tonnes à 103 millions de tonnes. Les Etats-Unis constituent le principal acheteur, à raison d'environ 40,7 % en 1980. Le pétrole assure près de 90 % des rentrées en devises et l'impérialisme convoite ce nouveau marché pour y investir et pour obtenir des contrats d'équipement. Les effets en retour de ces changements sont le déclin rapide de la production agricole,

l'accélération de l'exode vers les villes, l'aggravation du déficit alimentaire, donc la croissance vertigineuse des importations alimentaires.

Pour pallier à ces difficultés, le gouvernement nigérian tente alors de développer l'industrialisation du pays par le réinvestissement du pactole pétrolier et par un endettement important sur le marché financier international (2). D'autre part, il proclame une sorte de « révolution verte » visant à relancer la production agricole par une aide à des formes capitalistes modernes de plantation. L'industrialisation partielle ne pourra, à elle seule, combler les déséquilibres provoqués à la fois par les difficultés à rembourser la dette extérieure, du fait de l'élévation des taux d'escompte, et par l'échec de la « révolution verte ».

Mais le coup de grâce, le Nigeria va le recevoir, peut-on dire, par là où il a péché.

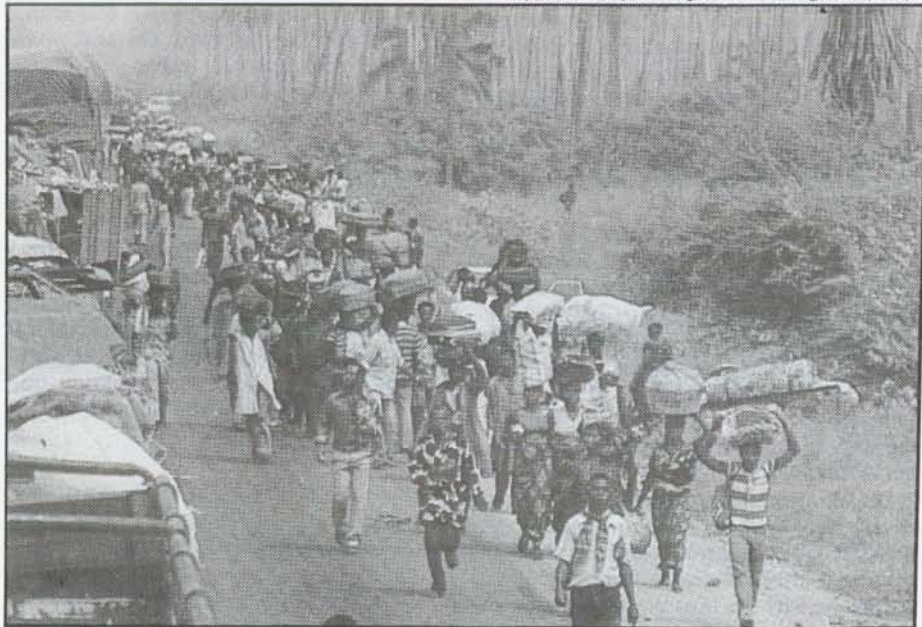
La crise économique internationale, en réduisant la demande mondiale d'hy-

drocarbures, va infléchir à la baisse, dès 1978, la courbe du marché pétrolier international. A cela s'ajoute la crise de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP), pour des raisons politiques et à cause des progrès de l'extraction pétrolière dans les pays non membres, tels que le Mexique et la Grande-Bretagne. La consommation mondiale de pétrole a diminué, en 1982, de 4 %, pour la troisième année consécutive. Elle devrait encore baisser en 1983. Pour les seuls pays membres de l'OPEP, dont le Nigeria, la production prise globalement a diminué de 40 % en trois ans.

Pour freiner cette tendance, des pays comme le Nigeria ont tenté, en violation de leurs engagements pris au sein de l'OPEP, de pratiquer des prix plus bas sur le marché parallèle. Mais, dès lors, ils ont dû affronter en terrain découvert la concurrence d'un brut analogue au leur, comme celui des puits britanniques de la mer du Nord.

Le boom pétrolier, qui avait un temps alimenté les discours sur le développement industriel et le « miracle » nigérian, se termine dans une impasse. Une fois encore, les idéologies du développement qui font abstraction du contrôle du marché mondial par l'impérialisme et de

Le flot des expulsés quittant le Nigéria. (DR)



1. *Le Monde*, 19 janvier 1983.

2. La dette extérieure du Nigéria se situe autour de 10 milliards de dollars. Comme la plupart des pays producteurs de pétrole, il se trouve parmi les pays les plus endettés. On a vu, voilà quelques mois, les mêmes secousses se produire au Mexique. Tous ces pays, confrontés à la baisse permanente du prix du baril de pétrole, sont amenés à planifier leurs recettes sur la base d'un pronostic sur les prix du pétrole. Le Mexique parie sur un chiffre de 28 dollars le baril. Si ces prévisions étaient erronées, nous connaîtrions une nouvelle panique dans ces pays pétroliers, présentés voilà encore quelques années comme les nouveaux-riches du commerce mondial. Mais déjà, à ce prix, le Fonds monétaire international (FMI) estime que les Mexicains devraient subir une baisse du niveau de vie entre 10 et 20 % sur dix-huit mois. Qu'en sera-t-il pour l'Afrique noire ?

la capacité des multinationales de manipuler les échanges à leur profit, aboutissent à des situations dramatiques.

AGGRAVATION DU DÉVELOPPEMENT INÉGAL ET COMBINÉ

Le développement relatif du Nigeria pendant plus de dix années a contribué à drainer vers ce pays des capitaux, des investissements industriels qui, de ce fait, se détournent d'autres pays africains de la région. Une entreprise comme Peugeot S.A. par exemple, est allée jusqu'à implanter une unité de montage en plein centre du Nigeria, dont la capacité de production dépasse le marché nigérian pour viser des pays comme le Cameroun, le Niger, le Togo ou le Bénin (ex-Dahomey). Et le Nigeria, avec ses 100 millions d'habitants, représente de toute manière à lui seul un marché très intéressant.

Conséquence de ces développements, une partie de la population déshéritée des pays voisins a commencé à immigrer au Nigeria pour y trouver du travail. Aux temps radieux du boom pétrolier, le Nigeria a accueilli des travailleurs étrangers (électriciens, ouvriers agricoles, petits vendeurs des rues...) : durant une décennie, cela n'a posé aucun problème à un régime nigérian qui y voyait, comme tous les gouvernements dans une telle situation, un moyen d'exploiter une main-d'œuvre bon marché et non organisée. Mais, la crise survenant, il a bien fallu prendre des décisions de contrôle draconiennes visant à réduire les poches de misère et de chômage afin d'éviter, notamment, des explosions sociales. Le gouvernement de Lagos « découvre » alors que nombre de travailleurs étrangers ne sont pas entrés légalement au Nigeria. L'expulsion brutale de ces populations s'est accompagnée d'une campagne de presse raciste et nationaliste rendant les travailleurs étrangers responsables de la crise. Ainsi, le *Daily Times* de Lagos a-t-il appelé ses lecteurs à aider à l'identification des étrangers en situation irrégulière...

Il est assez singulier de constater comment un gouvernement d'un pays semi-colonial peut utiliser les mêmes armes idéologiques et les mêmes mesures administratives que les gouvernements européens confrontés à une augmentation du chômage. La recherche du bouc émissaire parmi les travailleurs immigrés demeure une vieille recette de tous les gouvernements bourgeois.

La majorité de ces « clandestins » était d'origine ghanéenne. C'est le chaos économique qui sévit dans ce pays depuis près de cinq ans qui a alimenté cet exode vers le Nigeria. Le fait aussi que, tout comme au Nigeria, la langue officielle soit l'anglais, à la différence du Togo et du Bénin francophones, a favorisé ce flux migratoire vers le Nigeria.

Le Ghana et le Nigeria sont, entre autres, membres d'une institution régionale, la Communauté des Etats d'Afrique de l'Ouest (CDEAO), qui a été présentée comme exemple du grand projet d'unité économique et douanière et de dévelop-

pement régional. Pourtant, très rapidement, le puissant Nigeria a commencé à peser sur les économies déjà précaires des petits pays associés avec lui au sein de la CDEAO. La contrebande, par exemple, se faisait au profit du marché nigérian et affaiblissait d'autant les balances commerciales des autres Etats voisins. Ces dernières années, les beaux discours sur l'intégration régionale ont fait place à un renforcement du contrôle des frontières et à des politiques protectionnistes. Des pays comme le Ghana ont exporté leur chômage vers le Nigeria et ont compté sur une hypothétique hausse des cours du cacao et du café pour rattraper leur retard.

Les derniers événements constituent donc une nouvelle phase d'une crise généralisée de ces économies dominées. Le Nigeria exporte maintenant ses difficultés. En renvoyant chez eux ces centaines de milliers d'hommes et de femmes, totalement démunis, il prend la responsabilité non seulement d'aggraver le chômage dans ces pays mais, bien pire, il crée des problèmes politiques et sociaux d'une extrême gravité. La revue américaine *Newsweek* du 14 février 1983 note, à ce propos, que « le récent exode menace les ressources et la stabilité politique des nations les plus pauvres de l'Afrique de l'Ouest ». Dans un Ghana exsangue, instable politiquement et toujours au bord de la guerre civile, le retour de ces populations ajoute à la confusion. Le quotidien parisien *le Monde* rapporte que des villages pratiquement désertés depuis quelques années retrouvent brutalement leurs habitants, sans ressources et sans projets. La majorité de ces réfugiés sont originaires des régions du Centre et du Centre-Est du pays, c'est-à-dire qu'ils appartiennent souvent à l'ethnie Ashanti. Cela aussi peut aggraver la crise ghanéenne en exacerbant les problèmes de ressentiments régionalistes.

Le Bénin et le Togo, qui ont vu passer cet exode à travers leur territoire, ont, eux aussi, durement souffert. Mais, provisoirement, quelques couches privilégiées de ces deux pays vont pouvoir spéculer sur ce désordre. En quelques jours, le naira, la monnaie nigériane, est passée de 315 à 126 francs CFA (qui est la monnaie commune des pays membres de la Zone Franc)(3). Tout au long de l'immense file d'attente des Ghanéens aux frontières du Bénin et du Togo, des Béninois et des Togolais ont pu s'accaparer quelques biens que les malheureux bradaient pour une bouchée de pain.

Au cours de ces dernières années, l'inégalité du développement a bien évidemment touché aussi la société nigériane. A côté de l'économie pétrolière et des quelques grandes zones industrielles, demeurent tous les traits traditionnels d'un pays semi-colonial et arriéré : paysannerie parcellaire par endroits, faiblesse du tissu industriel dans certaines régions, dépendance technologique et bancaire, aggravation des écarts de revenus, etc. Les décisions d'avril 1982 — engageant une nouvelle politique d'austérité — n'ont résolu aucun de ces problèmes, tout en aggravant le sort des plus pauvres, c'est-à-di-

re de l'écrasante majorité, alors que la bourgeoisie et les agents hauts placés de l'appareil d'Etat et de l'armée, par contre, maintenaient leur arrogance de nouveaux riches. Cette situation, ainsi que la brutale chute du prix du brut, va entraîner des effets cumulatifs sur une société écartelée. L'expulsion des travailleurs « irréguliers » ne résout en rien cette contradiction. Elle ne peut que repousser de quelques mois de nouvelles crises politiques.

ENCORE UNE FOIS L'HORREUR

Mais, à plus long terme, personne ne profitera de cette crise. La récession mondiale frappe durement tous les pays africains. Ce que le Nigeria vient de faire avec sa main-d'œuvre migrante, la Côte-d'Ivoire peut le faire bientôt avec les travailleurs venant de Haute-Volta. Nous avons affaire maintenant aux effets d'un développement inégal et combiné qui a écartelé, ces deux dernières années, le continent africain. La responsabilité principale en incombe à l'impérialisme. Faut-il rappeler, par exemple, que la Communauté économique européenne (CEE) a mis en place un organisme comme le Comité européen de coopération industrielle (CECI), dans le cadre de la Convention de Lomé, qui est responsable de la prospection des possibilités d'investissements industriels et s'est surtout chargé, au nom d'une prétendue intégration régionale, de favoriser quelques pays phares, comme le Nigeria ou la Côte-d'Ivoire.

C'est dans un continent où il y avait déjà plus de 5 millions de réfugiés que le capitalisme vient d'en ajouter encore quelques centaines de milliers d'autres. On a pu voir dans des reportages télévisés l'horreur de cette masse d'êtres humains, baluchon à la main, en train d'attendre le droit de passage d'un pays à l'autre. On a vu les policiers béninois ou togolais, la matraque à la main, régler ce triste trafic d'affamés. En quelques jours, plusieurs dizaines de personnes sont mortes de faim. *Le Monde* rapporte : « Sur ce "continent des réfugiés", les expulsés ne sont pas étonnés du typhon qui s'abat sur leur tête. Certains ont été molestés, beaucoup dépouillés. Quoi qu'il advienne, leur avenir ne peut être que sombre. On sent pourtant chez eux moins de colère que de résignation. Les voilà de nouveau exclus. On n'en veut ni chez eux ni ailleurs. Ils en sont, tout simplement, malheureux. (4) » Voilà donc un nouveau crime que l'impérialisme vient de perpétrer en Afrique noire. Et ce, avec la complicité des autres Etats néocoloniaux d'Afrique, de l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et des pays impérialistes, dont les représentants veulent faire oublier leurs responsabilités dans la situation d'exploitation du continent africain, en accordant quelques tonnes d'aide alimentaire aux réfugiés des expulsions du Nigeria. ■

Claude GABRIEL
Paris, 11 février 1983.

3. 100 francs CFA - 2 francs français.
4. *Le Monde*, 30 et 31 janvier 1983.

La dictature au banc des accusés du Tribunal permanent des peuples

Entretien avec un militant guatémaltèque du mouvement de solidarité

LE Tribunal déclare que, face aux crimes décrits plus haut, perpétrés par les pouvoirs publics du Guatemala, le peuple du Guatemala a le droit d'exercer toutes les formes de résistance, y compris la force armée, au travers de ses organisations représentatives, contre les pouvoirs publics tyranniques, et que l'usage de la force armée de la part du gouvernement du Guatemala pour réprimer cette résistance est illégitime. » Telle est la conclusion de la sentence adoptée par le Tribunal permanent des peuples dans sa session sur le Guatemala, qui s'est déroulée à la fin janvier 1983 à Madrid. La défense de la légitimité de la lutte armée et l'exigence de la reconnaissance de l'Union révolutionnaire nationale guatémaltèque (URNG) (1), ont été au centre des débats et témoignages qui se sont déroulés pendant quatre jours.

Reprenant tous les témoignages dénonçant la répression du régime guatémaltèque, la sentence du Tribunal des peuples a dénoncé la mort, depuis trente ans, d'environ 100 000 personnes, ce qui signifie un assassinat toutes les quatre heures. Durant les huit derniers mois de gouvernement du général Efraín Ríos Montt, ces assassinats ont même atteint le chiffre de 8 000. La description des massacres, comme celui du village

de San Francisco, de l'incorporation forcée aux « patrouilles civiles » de répression, a été accompagnée d'informations sur le phénomène de l'émigration forcée, des « déplacés » par l'armée, et de la création des « villages stratégiques » sur le modèle des pratiques américaines lors de la guerre du Vietnam. Il y a environ un million de paysans transplantés ou en cours de transfert, dont 200 000 se trouvent aujourd'hui au Mexique.

L'importante pénétration économique des Etats-Unis et l'aide militaire à la dictature de la part de régimes comme Israël ou l'Argentine ont aussi fait l'objet de certaines interventions (2). C'est cet ensemble d'éléments qui a amené le Tribunal à considérer que « loin d'être en contradiction avec l'aspiration profonde de l'humanité à la paix, le recours à l'insurrection, là où les droits les plus élémentaires sont bafoués, ne peut être que reconnu comme l'unique instrument pour affirmer les valeurs de l'humanité et de la paix auxquelles aspire la communauté internationale ». Nous publions ci-après une interview d'un militant guatémaltèque du mouvement de solidarité international qui a assisté au Tribunal permanent des peuples.

— Tu as assisté à la session du Tribunal permanent des peuples consacrée au Guatemala, qui s'est tenue durant la dernière semaine de janvier 1983, à Madrid. Peux-tu tout d'abord nous expliquer ce qu'est ce Tribunal, sa composition et son but ?

— Le Tribunal permanent des peuples est une instance dont l'objectif est d'analyser, à la demande d'organismes divers, les accusations de violation des droits de l'homme dans un pays donné. Il étudie les aspects économiques et politiques, et, bien sûr, la situation des droits de l'homme dans ce pays ; il pèse les preuves des éventuelles violations, en définit les causes et les auteurs.

— Quelles sont les origines de ce Tribunal, par qui a-t-il été créé ?

— A l'origine de ce Tribunal se trouve la Fondation Lelio Basso. Lelio Basso était un sénateur démocrate italien. Avocat, il avait créé un cabinet de conseils assurant la défense, devant les instances internationales, des pays procédant à des nationalisations. Il utilisait l'argent reçu pour financer un organisme de défense du droit des peuples. Il a ainsi créé le Tribunal permanent des peuples, Tribunal ayant déjà, il me semble, siégé sept fois, et dont les verdicts ont une crédibilité importante.

— Quelle est la composition de ce Tribunal, qui en sont les juges ?

— Ce sont, pour la plupart, des personnalités indépendantes, non partisans, mais pas neutres non plus. Des personnalités politiques, intellectuelles, scientifiques, un certain nombre de prix Nobel, de juristes, de religieux, etc.

— Qui était présent à cette session et comment s'est-elle déroulée ?

— En ce qui concerne les juges, on peut citer des sociologues, des intellectuels tels que Eduardo Galeano ; des prix Nobel comme George Wald, Eduardo Pérez Esquivel ; Mgr Méndez Arceo. L'éventail était très large. Il y avait aussi un théologien italien, M. Giulio Girardi.

Pour ce qui est du Guatemala, pratiquement toutes les organisations populaires, démocratiques et révolutionnaires

étaient présentes. Leurs représentants venaient des milieux intellectuel, politique, paysan, ouvrier, etc.

Différents organismes de défense des droits de l'homme étaient également présents : la Commission des droits de l'homme du Guatemala, qui avait demandé la tenue de cette séance ; le comité Pro-Justicia y Paz.

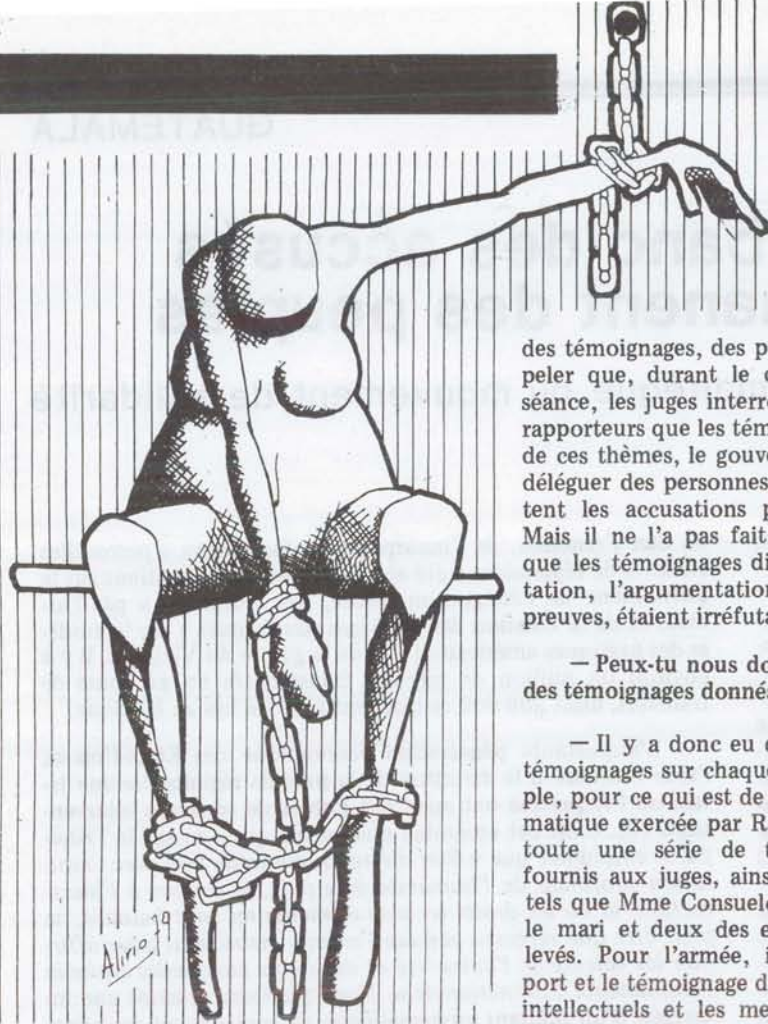
On pouvait noter la présence de Guillermo Toriello, chancelier guatémaltèque sous le régime d'Arbenz (3) et maintenant représentant international de l'URNG ; l'ex-recteur de l'Université de Ciudad-Guatemala ; le docteur R. Castillo Montalvo, ex-doyen de la Faculté de médecine, dont le père est actuellement ambassadeur du Guatemala à l'ONU ; des leaders comme Pablo Ceto du FP-31 et membre du CGUP ; Rigoberta Menchú, Gabriel

1. L'URNG est le résultat d'un long processus de coordination qui a débuté au printemps 1980 et qui s'est achevé par l'unité, conclue en janvier 1982, entre les forces combattantes guatémaltèques, à savoir l'Armée de guérilla des pauvres (EGP), les Forces armées rebelles (FAR), l'Organisation du peuple en armes (ORPA) et le Parti guatémaltèque du travail (PGT) « Nucleo de dirección nacional ». Dans son numéro 120 du 8 mars 1982, *Inprecor* a publié de larges extraits de la « Proclamation unitaire des organisations révolutionnaires guatémaltèques ».

2. Pour l'aide d'Israël à la dictature du Guatemala, voir l'article d'Israël Shahak, publié dans *Inprecor* numéro 131 du 26 juillet 1982, sous le titre : « De l'Afrique du Sud au Guatemala, Israël soutient toutes les dictatures ».

3. Elu président de la République en 1951, Jacobo Arbenz va entreprendre une série de ré-

formes radicales, et notamment une réforme agraire, en expropriant les terres de certains gros propriétaires, et les terres non cultivées de la société impérialiste United Fruit. 900 000 hectares de terres seront ainsi distribués à 100 000 familles paysannes. La réaction de l'oligarchie locale et de l'impérialisme prendra la forme d'un coup d'Etat en juin 1954, organisé avec l'aide de la CIA, de la United Fruit, de l'ambassade américaine et des bérêts verts et mercenaires yankees. La première tâche du colonel Carlos Castillo Armas, mis en place par l'impérialisme, sera de modifier la réforme agraire, en restituant les terres à leurs propriétaires. Le gouvernement Arbenz, et sa fin tragique, ont donc toujours symbolisé la détermination de l'oligarchie foncière et de l'impérialisme à s'opposer à toute forme de processus de réformes démocratiques bourgeoises au Guatemala.



Ixmata; Arturo Arias, secrétaire de l'ATCG (4).

Il y avait des témoins pour chaque cas, chaque thème traité, la plupart étant des paysans : Carmelita Santos, catéchiste du comité Pro-Justicia y Paz ; Pedro Luis Ruiz, un ex-sergent de l'armée ; un paysan enrôlé de force dans les patrouilles civiles ; Susana de Medina, femme de Rolando Medina, intellectuel enlevé depuis octobre.

Les rapporteurs et les témoins représentaient l'ensemble de l'opposition guatémaltèque. C'était très important, car cela donnait la preuve de la force et de la cohésion de cette opposition.

— L'accusé, le gouvernement guatémaltèque, était-il présent à la séance du Tribunal ?

— Non. Malgré l'invitation qui lui a été envoyée, le gouvernement guatémaltèque n'a donné aucune réponse officielle et ne s'est pas présenté. Des rumeurs prétendaient que le président du Conseil d'Etat allait se présenter, accompagné de témoins et d'avocats de la défense. Mais, devant le poids des témoignages et des preuves apportés, le gouvernement ne pouvait en aucune façon nier ses crimes. De ce fait, il ne pouvait pas non plus accepter de se présenter, surtout actuellement, alors qu'il s'efforce d'améliorer son image internationale. Il ne s'est pas présenté, prétextant que ce Tribunal n'avait aucune validité, que c'était une farce. Ce que le gouvernement guatémaltèque ne dit pas, c'est qu'il a été invité à présenter

des témoignages, des preuves. Il faut rappeler que, durant le déroulement de la séance, les juges interrogeaient autant les rapporteurs que les témoins : pour chacun de ces thèmes, le gouvernement aurait pu déléguer des personnes, afin qu'elles réfutent les accusations portées contre lui. Mais il ne l'a pas fait. Pourquoi ? Parce que les témoignages directs, la documentation, l'argumentation juridique et les preuves, étaient irréfutables.

— Peux-tu nous donner des exemples des témoignages donnés ?

— Il y a donc eu des rapports et des témoignages sur chaque thème. Par exemple, pour ce qui est de la répression systématique exercée par Rios Montt, il y a eu toute une série de témoignages écrits fournis aux juges, ainsi que des témoins tels que Mme Consuelo de Azmitia, dont le mari et deux des enfants ont été enlevés. Pour l'armée, il y a eu un rapport et le témoignage d'un ex-sergent. Des intellectuels et les membres de communautés indigènes ont témoigné du génocide culturel, de l'ethnocide. D'autres rapports et témoignages ont traité de la stratégie contre-insurrectionnelle, de la persécution de l'Eglise et des chrétiens en général, etc.

— Quel a été le verdict rendu ?

— Le verdict consiste en un document de 70 pages rendu public durant une conférence de presse donnée le 31 janvier à Madrid, après délibération à huis clos. De ces 70 pages d'argumentation socio-économique, politique, juridique, on peut souligner les aspects les plus importants.

Premièrement, pour ce qui concerne l'illégitimité du régime de Rios Montt : les décrets établis par le régime lui-même sont des cas de flagrant délit de violation de toute législation ou convention internationale sur les droits de l'homme (la convention de Genève, les différents amendements de l'ONU, la convention de l'OEA).

Deuxièmement, la certitude qu'il y a génocide. Bien que le mot « génocide » soit couramment utilisé de nos jours, il me semble que, pour la première fois, il a été reconnu, d'après les principes mêmes du Tribunal de Nuremberg, qu'il y a un génocide au Guatemala. Au sens strict et au sens commun du terme. Au sens strict, car le régime procède à l'extermination totale de petites communautés d'Indiens ; au sens commun, parce qu'on assiste à l'élimination partielle, mais importante, de plus de la moitié de la population indienne. Les prescriptions du Tribunal de Nuremberg, ainsi que les diverses conven-

tions établies par la suite, mentionnaient déjà cet aspect-là. Le Tribunal a ainsi démontré que, juridiquement, et aussi d'un point de vue politique, on peut parler, au Guatemala, d'un génocide *stricto sensu*.

Troisièmement, le Tribunal a reconnu l'état de guerre qui sévit au Guatemala ; cela concerne aussi bien la situation interne que le problème des réfugiés. Un point très important est à souligner, bien qu'il n'ait pas été évoqué au cours de la séance. Les juges ont demandé la reconnaissance de l'URNG comme « force belligérante ». Cet événement très important a été applaudi par le public.

Quatrièmement, le Tribunal a lancé un appel à toutes les instances internationales et en direction des Etats-Unis pour interdire ou suspendre toute aide économique et militaire au régime guatémaltèque. Par ailleurs, une lettre accompagnée du verdict a été envoyée au pape, qui fera un voyage en mars au Guatemala. Ainsi, le pape connaîtra la situation qui sévit dans ce pays et dans quelles conditions se trouve le peuple auquel il compte s'adresser.

— Que signifie, pour l'URNG, d'être reconnue, aujourd'hui, par ce Tribunal, demain par d'autres instances, comme « force belligérante » ?

— A mon avis, l'impact principal de cette résolution est de démontrer que les organisations révolutionnaires guatémaltèques ne sont pas de simples foyers de subversion. Non, les organisations, et notamment l'URNG, ont prouvé de façon incontestable qu'elles sont des organisations politiques, avec un projet, un programme représentant une alternative pour le peuple guatémaltèque. Ce sont des organisations qui ont décidé d'impulser la lutte armée parce que c'est la seule façon d'envisager les réformes dont le peuple guatémaltèque a besoin. Ce ne sont pas des groupes qui ont décidé de prendre les armes pour le plaisir de les prendre, de mettre des bombes par-ci, par-là. Il s'agit de la restructuration de l'opposition guatémaltèque en vue de renverser le régime, pour s'affronter à une dictature militaire qui, si ce n'est par la force des armes, ne lâchera jamais le pouvoir, ne fera jamais la moindre réforme.

— Quelles peuvent être les conséquences des conclusions de ce Tribunal pour la lutte du peuple guatémaltèque, pour l'instauration d'un « gouvernement patriotique, populaire, révolutionnaire et démocratique » ?

4. Le Front populaire du 31 janvier FP-31 est un regroupement des organisations de masse. Ses dirigeants affirment : « Nous ne sommes l'expression politique d'aucune organisation, bien que nous reconnaissons que l'avant-garde est constituée par les quatre organisations EGP, FAR, ORPA et PGT. » Le Comité guatémaltèque d'unité patriotique (CGUP) est une structure unitaire qui regroupe les organisations démocratiques et populaires. Ce processus d'unité autour des organisations de masse est intervenu après l'unité dans l'URNG des organisations politico-militaires combattantes. Enfin, l'ATCG est l'Association des travailleurs de la culture du Guatemala.

— Dans l'immédiat, je pense qu'il y a l'aspect des pressions internationales : en effet, ce verdict vient s'ajouter à la résolution de l'ONU concernant le Guatemala, ainsi qu'à la résolution votée le 16 décembre 1982 par le Parlement européen. De plus, il est rendu juste avant la tenue de la réunion, à Genève, de la sous-commission des droits de l'homme de l'ONU. Il a été démontré que toute aide économique ou militaire accordée au régime guatémaltèque sert directement à la campagne contre-insurrectionnelle. Ce verdict s'ajoute aux pressions internationales visant à isoler le régime guatémaltèque et à empêcher que les souffrances de ce peuple se prolongent plus longtemps.

— En quoi cette session du Tribunal permanent des peuples peut-elle vous aider dans votre travail de solidarité ? Par exemple, comment peut-elle être utilisée en France ?

— Tout d'abord, je pense que, de toute évidence, la solidarité peut s'appuyer sur les documents fournis par le Tribunal, car ils constituent des preuves irréfutables du caractère criminel du régime et de la légitimité de notre lutte. Les axes principaux dégagés par le verdict nous permettent de travailler sur de meilleures bases pour renforcer l'isolement du régime guatémaltèque et développer la solidarité.

En France, il faut faire connaître cette session, les témoignages, les arguments apportés, les rapports et le verdict lui-même. Nous devons les faire connaître à la presse, aux organisations politiques et syndicales, à toutes les associations humanitaires, de défense des droits de l'homme, etc., de façon à ce que tout ce matériel soit connu du grand public, qu'il sache ce qui se passe au Guatemala. Le Guatemala n'est pas seulement un pays où agit une dictature militaire ; le régime, qui s'inscrit dans une certaine logique, reçoit une aide internationale, dont le Tribunal a fait état, notamment celle d'Israël, de Taïwan, du Chili et de l'Argentine. C'est aussi un pays où se déroule une lutte qui représente une alternative politique réelle.

Un premier prolongement de cette session du Tribunal permanent des peuples est la réunion du 21 février, à Paris, au cours de laquelle la section française du Tribunal des peuples va faire un compte-rendu de la session de Madrid. Y participeront Léo Matarasso, juge français et président international du Tribunal permanent des peuples, Philippe Texier, juriste, le camarade Pablo Ceto, leader paysan, représentant du FP-31 et membre du CGUP.

Dans ce sens, l'effort réalisé par les comités de solidarité et par la section française du Tribunal permanent des peuples devrait permettre d'élargir un peu au grand public l'information concernant ce qui se passe aujourd'hui au Guatemala. ■

Propos recueillis par Renaldo TUCCI
Paris, 8 février 1983.

NOUVELLES DU MOUVEMENT OUVRIER ET DE L'INTERNATIONALE

AUSTRALIE

Le congrès du Socialist workers party

Du 5 au 11 janvier 1983, le Socialist Workers Party (SWP, Parti socialiste des travailleurs, section australienne de la IVe Internationale) a tenu son Congrès national. En présence de 300 personnes, ce Congrès a pu préciser les progrès réalisés par le SWP au cours des deux dernières années et a défini les perspectives pour l'année à venir. Ainsi, le SWP s'est-il développé de manière significative, de 16 % en 1981 et de 35 % en 1982. La majorité des membres du SWP sont aujourd'hui des travailleurs de l'industrie, qui est le principal secteur d'intervention de l'organisation.

Dans son rapport sur la situation politique, « *La récession capitaliste et la lutte pour le socialisme* », le secrétaire national du SWP, le camarade Jim Percy, a déclaré que les travailleurs australiens allaient devenir de plus en plus sensibles aux idées radicales et aux solutions socialistes du fait même de l'approfondissement de la crise économique. Il a précisé que le SWP devait se saisir de cette opportunité et se lier aux forces ouvrières qui sont à la recherche de l'action pour les aider à aller de l'avant. La raison pour laquelle les travailleurs australiens ne se sont pas lancés dans une grande offensive contre les patrons réside dans le fait qu'ils n'ont pas confiance dans la capacité de leurs dirigeants syndicaux à les mener à la victoire. C'est là la conséquence de la timidité des dirigeants officiels des syndicats et du Parti travailliste, qui proposent une politique de collaboration de classe.

La plupart des discussions du Congrès du SWP ont tourné autour de la question du travail syndical. Le SWP a révisé sa tactique sur ce sujet l'année dernière. Auparavant, la position du SWP était que les révolutionnaires ne pouvaient envisager de prendre des positions dirigeantes dans les syndicats qu'après que la conscience des travailleurs ait atteint un certain niveau. En septembre 1982, la direction du SWP était revenue sur cette appréciation pour affirmer que les révolutionnaires devaient participer activement aux syndicats, et y compris aux luttes pour le contrôle de l'appareil syndical lui-

même, étant donné que ces luttes sont importantes pour aider les travailleurs à s'organiser dans la défense de leur niveau de vie et contre l'offensive capitaliste. Ainsi, dans l'industrie sidérurgique, des membres du SWP, en alliance avec un groupe ouvrier dénommé Militant Action Campaign (Campagne pour l'action militante) mènent-ils la lutte contre la direction droitière du principal syndicat, le Federated Ironworker's Association (FIA). Ils ont obtenu 20 % des voix des travailleurs de la sidérurgie lors des élections syndicales nationales de l'année 1982.

Le Congrès du SWP a aussi abordé la question du mouvement anti-guerre et de la campagne contre les armes nucléaires. Il a été décidé que le SWP devait lutter pour que le mouvement pacifiste adopte une approche anti-impérialiste, notamment en demandant la rupture de tous les liens avec la machine de guerre américaine et en s'opposant aux guerres impérialistes en cours.

Le Congrès a par ailleurs décidé la présentation de 38 candidats aux prochaines élections fédérales à la Chambre des représentants (chambre basse du Parlement). Cette campagne électorale, pour laquelle le SWP a lancé une souscription exceptionnelle, devrait assurer la présence socialiste la plus importante de l'histoire du pays au niveau des élections.

Enfin, la question de l'internationalisme a été abordée avec des points spécifiques sur la lutte des classes aux États-Unis, en Nouvelle-Calédonie, au Sri Lanka et à Hong Kong, présentés par des invités de ces pays. Une discussion spéciale a aussi été menée sur les tâches de solidarité avec la révolution centro-américaine et la Pologne.

Enfin, sur la question de la construction de la IVe Internationale, le camarade Larry Douglas, membre de l'exécutif national du SWP, devait déclarer : « *Notre travail est de nous lier à ces nouveaux courants révolutionnaires avec la même ouverture, honnêteté, enthousiasme et confiance que Lénine et Trotsky avant nous ont mis pour construire la IIIe et la IVe Internationale. Le problème n'est pas de savoir si nous devons aujourd'hui constituer un nouveau parti international avec d'autres courants révolutionnaires. Ce n'est pas à l'ordre du jour dans l'immédiat. La question est de savoir si nous nous orientons aujourd'hui de façon à progresser sur la voie d'une nouvelle internationale léniniste de masse.* » Le Congrès a conclu en exprimant la volonté du SWP d'emprunter cette dernière voie. ■

Grève générale dans le secteur public

Le Front commun, qui réunit trois fédérations syndicales du secteur public québécois, vient de lancer une importante offensive contre les récentes mesures d'austérité du gouvernement provincial du Québec. Le Front commun, qui regroupe environ 210 000 travailleurs du secteur public québécois sur 320 000, a appelé ses syndiqués à une grève générale illimitée lancée de manière progressive, un secteur après l'autre, à partir du 26 janvier. Ainsi, les travailleurs et travailleuses des écoles, des hôpitaux et d'une série de services publics de la Province devaient se mobiliser pour forcer le gouvernement provincial du Parti québécois (PQ) de René Levesque à abroger les dispositions adoptées en décembre 1982 contre les travailleurs du secteur public. Ces décrets constituant, en effet, une grave atteinte au niveau de vie et aux conditions d'emploi des travailleurs de ce secteur. Ils entraînent, par exemple, des réductions de salaires de 19,5 % pendant les trois premiers mois de l'année 1983 pour environ 200 000 d'entre eux, et ne prévoient aucune augmentation de salaires d'ici à trois ans... De plus, en augmentant la charge de travail dans les écoles et toute la fonction publique et en facilitant la fusion des postes dans les hôpitaux, les décrets gouvernementaux vont provoquer des dizaines de milliers de licenciements. Par voie de conséquence, ces mesures constitueront aussi un coup très dur pour la qualité des services de santé et d'éducation, dont souffrira toute la population laborieuse. Enfin, en imposant ces dispositions, le gouvernement a du même coup ôté aux travailleurs du secteur public le droit de grève jusqu'en 1985.

La grève générale progressive appelée à partir du 26 janvier est une véritable épreuve de force avec le gouvernement, puisqu'elle est illégale. Cette mobilisation, qui intervient quelques semaines seulement après la victoire des travailleurs de Chrysler-Canada, représente donc un enjeu capital. Sans compter que le Front commun, dont l'action a déjà permis par le passé plusieurs victoires économiques significatives pour les travailleurs du secteur public québécois, et a aussi été à l'avant-garde de la lutte pour la défense des droits des femmes, sortirait considérablement renforcé d'une victoire de la grève.

Le 29 janvier, une manifestation de 40 000 personnes devant l'Assemblée nationale à Québec s'est rassemblée à l'appel du Front commun. Elle a constitué, par son ampleur et la combativité de ses participants, un temps fort de la mobilisation lancée par le Front commun. La manifestation du 29 janvier, composée à 90 % de francophones et aux deux tiers de femmes, a exprimé un haut degré d'op-

position au gouvernement du Parti québécois (PQ). Nos camarades de la Ligue ouvrière révolutionnaire (LOR), section pancanadienne de la IVe Internationale, ont vendu, à cette occasion, près de 600 exemplaires de leur organe en français, *Lutte ouvrière*, qui contenait un dossier spécial abordant notamment le problème de la nécessité pour les syndicats de se détacher de leur soutien au PQ et de lutter pour un gouvernement ouvrier.

Dans le compte-rendu de la manifestation du 29 janvier publié dans *Lutte ouvrière* du 7 février, sont rapportés de multiples détails sur la combativité de cette mobilisation. « Dans la foule, peut-on lire entre autres, partout, on peut voir la colère des travailleurs contre le PQ. On s'arrache un macaron qui dit "Je l'ai dans le Q", avec un symbole du PQ à la place du Q. Une banderole, dans le contingent de la Centrale de l'enseignement du Québec (CEQ) résume très bien le sentiment général: "Il faut séparer le Québec du PQ". Cette idée est au centre du discours d'Yvon Charbonneau, le président de la CEQ, à la fin de la manifestation, poursuit *Lutte ouvrière*. "Le PQ est un fossoyeur social. Ils avaient le goût du Québec et des travailleurs, disaient-ils. Ce goût, c'était pour mieux nous bouffer. D'abord comme Québécois, en négociant notre avenir à genoux de façon humiliante à Ottawa; puis en refusant de négocier avec le Front commun". »

De telles déclarations illustrent un autre enjeu de cette grève générale qui s'affronte au gouvernement du PQ: celui de faire avancer l'idée de la nécessité d'un gouvernement ouvrier et de détourner les travailleurs et les syndicats des illusions qu'ils peuvent encore manifester envers le Parti québécois. Or le gouvernement de René Levesque, en s'attaquant ainsi au niveau de vie des travailleurs québécois, ne peut prétendre mener une politique nationaliste. Certes, il justifie sa politique économique par la diminution des transferts financiers du gouvernement fédéral d'Ottawa. Mais cela ne sert qu'à couvrir son alignement sur une politique bourgeoise d'austérité assez classique en cette période de crise économique.

La réaction violente du gouvernement PQ face aux travailleurs en lutte, et la solidarité que les grévistes québécois commencent à recevoir des travailleurs du Canada anglais, seront des expériences qui laisseront des traces dans la conscience ouvrière au Québec. Le gouvernement de René Levesque n'a pas hésité à s'opposer directement aux grévistes avec sa police, et il a même menacé d'adopter une loi spéciale donnant pouvoir au Conseil des ministres de licencier des syndiqués en grève. Le 2 février, René Levesque devait faire l'éloge du « travail admirable » de la police qui avait déjà blessé et arrêté plusieurs grévistes, et il a menacé de licencier les militants participant à des piquets de grève.

Par la signature d'accords séparés avec certains secteurs des grévistes, notamment dans la santé, le gouvernement a partiellement réussi à diviser le mouvement de grève. Mais le noyau dur des gré-

vistes — les enseignants — continue la lutte depuis maintenant quatre semaines. Le gouvernement de René Levesque a alors tenté d'en venir à bout par les grands moyens, en faisant adopter à la mi-février une loi spéciale connue sous le nom de « Loi III », destinée à contraindre les grévistes à reprendre le travail. Cette disposition, qualifiée de « loi-matraque » par les syndicats, a même été condamnée par le secrétaire général de la Confédération mondiale du travail (CMT), qui devait déclarer: « J'ai rarement vu des gouvernements qui ont osé braver à ce point l'opinion publique et les syndicats, sinon au Chili de Pinochet et dans la Pologne de Jaruzelski. » (*Le Monde*, 19 février 1983).

Cette attitude du gouvernement québécois a encore relancé l'opposition syndicale à sa politique, et le mouvement gréviste devrait s'étendre dans le secteur public, et peut-être même dans le secteur privé dans les semaines qui viennent. L'issue de cette épreuve de force recherchée par le gouvernement de René Levesque pour imposer sa politique d'austérité marquera, à n'en pas douter, pour longtemps la lutte des classes au Québec.

EUROPE

Solidarité avec le peuple d'El Salvador

Suède. « Halte aux menaces de guerre américaine en Amérique centrale ! Solidarité avec la lutte de libération des peuples d'Amérique centrale ! » C'est autour de ces mots d'ordre que s'est développée, en Suède, à la fin janvier, une campagne centralisée par le Comité de coordination Amérique centrale. Des comités locaux existent dans au moins 24 villes, et la coordination est soutenue par un large éventail d'organisations politiques, de comités de soutien et de groupes contre la guerre.

La campagne a culminé le 22 janvier, date anniversaire du soulèvement populaire de 1932 au Salvador : 700 personnes ont participé à une marche vers l'ambassade américaine à Stockholm. Un représentant de *Radio Venceremos* et le représentant du FMLN-FDR en Suède, Gabriel Lara, ont pris la parole dans un meeting, au départ de la marche.

A Göteborg, un millier de personnes se sont rassemblées pour entendre Ruben Cuenca, du FMLN-FDR. D'autres initiatives ont eu lieu à Lulea, dans le nord du pays, à Uppsala et à Sundsvall. Les syndicats ont apporté leur soutien à de nombreuses manifestations. Des expositions, projections de films, concerts, représentations théâtrales ont été animés par des militants anti-impérialistes de retour d'Amérique centrale.

Grande-Bretagne. Les militants du mouvement de solidarité britannique ont prévu une conférence, le 14 mai 1983.

Elle doit réunir des représentants des syndicats et du Parti travailliste pour planifier une campagne. Il s'agit d'engager le Parti travailliste et les syndicats dans un soutien actif à la lutte de libération du peuple salvadorien, contre l'orientation de Margaret Thatcher, qui appuie brutalement la politique d'intervention américaine en Amérique centrale. Des représentants du FMLN-FDR prendront la parole à cette conférence, ainsi que Judith Hart, députée travailliste qui s'est illustrée par son activité contre la guerre des Malouines. La conférence à d'ores et déjà reçu le soutien d'un grand nombre d'organes syndicaux locaux ou régionaux, y compris des dirigeants de la Fédération nationale des mineurs, du Syndicat général des Transports (le plus important de Grande-Bretagne), du principal syndicat des fonctionnaires, de l'un des principaux syndicats de l'imprimerie et d'un syndicat de travailleurs agricoles ...

FEMMES

Rencontre internationale à Turin 23-24-25 avril 1983

C'est à la suite des « Assises sur le travail des femmes », qui se sont tenues en novembre 1981 à Paris, et auxquelles participaient des militantes de l'Intercatégorielle syndicale de Turin, qu'est née l'idée d'une Rencontre internationale pour confronter les éléments communs de la condition des femmes travailleuses dans les divers pays. Cette Rencontre sera organisée les 23, 24 et 25 avril 1983 à Turin.

« Nous avons relevé des tendances semblables dans de nombreux pays en ce qui concerne le travail à mi-temps, les services, les secteurs de travail féminin, l'expulsion de la force de travail féminin à cause de la crise, en relation avec les processus de restructuration et de division internationale du travail dans une situation substantiellement différente de celle des années 1960 et 1970. En même temps, nous pensons que pour beaucoup de femmes les perspectives de vie ont changé, ainsi que les conditions familiales, par rapport aux enfants, à leur sexualité, leur rapport au travail, etc. Nous sentons le besoin d'une discussion (qui ne débouche pas nécessairement sur des conclusions unilatérales) pour comprendre ces nouvelles réalités en formation. (...) Nous voulons une réunion d'où sorte le plus possible de conclusions pratiques. C'est pourquoi nous l'avons organisée par thèmes définis et demandons aux participantes d'arriver avec du matériel élaboré, des hypothèses, des propositions et des informations concernant la situation de chaque pays, et que les différents groupes de femmes élaborent leurs propres thèmes et leurs suggestions. »

C'est en ces termes que les organisatrices de la Rencontre internationale de Turin présentent leur initiative.

Qui sont-elles ? Il s'agit des collectifs de la Maison des femmes (Casa delle Donne) de Turin, de l'Intercatégorielle syndicale des femmes (CGIL-CISL-UIL) et de l'Union des femmes italiennes (Unione delle Donne Italiane, UDI).

Les collectifs féministes Casa delle Donne ont obtenu une maison des femmes il y a deux ans, après une longue lutte comprenant une occupation de locaux et des discussions avec la municipalité. Aujourd'hui, c'est dans cette maison que presque tous les groupes femmes de Turin se rencontrent et s'organisent. C'est là aussi qu'ont lieu les débats plus généraux du Mouvement des femmes de Turin (campagne sur l'avortement, luttes sur la santé, 8 mars, lutte contre le viol, etc.) Des cours sur les questions intéressant les femmes, des « groupes de conscience », un journal *Quotidiano Donna*, etc., y ont également trouvé un lieu d'accueil.

L'Intercatégorielle syndicale des femmes a été créée en 1974 à la suite des luttes des femmes du début des années 1970. C'est une sorte de coordination nationale de femmes appartenant à diverses confédérations syndicales nationales. Elle a organisé la lutte des femmes dans les usines et les bureaux et au sein de l'organisation syndicale elle-même.

L'UDI est née en 1944. A l'origine, cette association d'extension nationale réunissait les femmes des partis de gauche (Parti socialiste et Parti communiste). Elle compte aujourd'hui 200 000 adhérentes et possède une revue hebdomadaire qui s'appelle *Noi Donne* (Nous les femmes). En mai 1982, lors de son XI^e Congrès national, l'UDI a supprimé les organismes verticaux de direction et s'est organisée, horizontalement, sur la base de structures locales.

Ces trois composantes du mouvement des femmes ont souvent travaillé ensemble dans la réalité un peu spécifique de Turin, même s'il y a entre elles des divisions et des divergences importantes.

Cette rencontre de Turin est organisée à un moment où, en Italie en particulier, des attaques importantes sont portées aux acquis récents des femmes travailleuses, avec entre autres une abolition de fait des mesures d'embauche préférentielle pour les femmes (les syndicats avaient obtenu 50 %), l'introduction massive du travail à temps partiel et des contrats de durée limitée, l'augmentation du coût des crèches et des services sociaux. Cette rencontre est envisagée comme une possibilité concrète d'organiser une réponse d'ensemble à ces attaques.

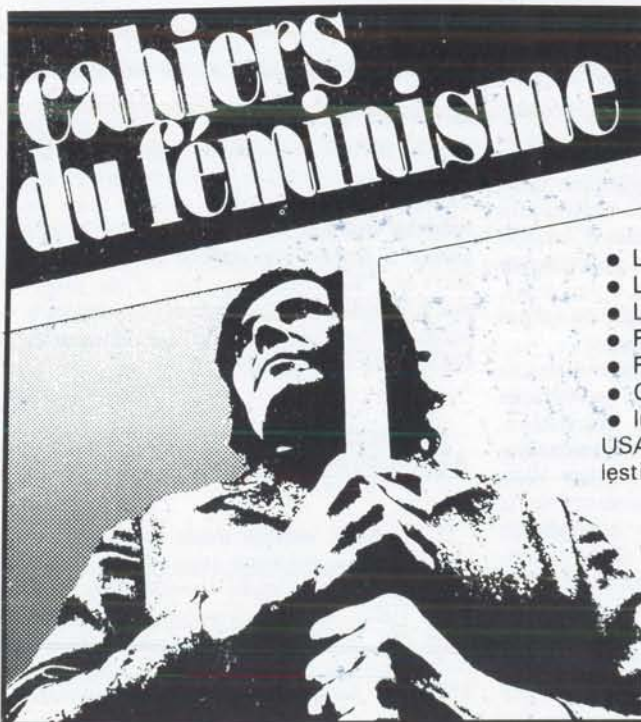
C'est la première fois qu'une telle rencontre internationale sur le thème de la femme et le travail est organisée, et ce, dans une situation de crise et d'offensive à leur rencontre. Cela peut représenter une occasion exceptionnelle de relancer la lutte partout où ces attaques sont à l'ordre du jour (voir *Inprecor* numéro 141 du 17 janvier 1983, « Les femmes contre l'austérité »).

Les organisatrices prévoient la participation d'environ 400 femmes (dont 200 italiennes). Les structures disponibles pour la rencontre ne permettent pas de dépasser ce chiffre qui, par ailleurs, semble optimum pour un travail collectif efficace.

Les inscriptions à la Rencontre doivent être envoyées dans les délais les plus brefs. La contribution financière versée par l'administration locale étant faible, ne seront offerts aux participantes que la chambre (trois nuits) et le déjeuner (trois repas).

Les fiches d'inscription, ainsi que les contributions ou le matériel, sont à adresser au :

Secrétariat d'organisation de la conférence, Casa delle Donne, Via G. Fiochetto 13, 10152 Torino, Italie. Permanence téléphonique assurée à Turin, de 10 à 12 heures : Alessandra Mecozzi, 205 23 23/4/5/6 et Carla Quagliano, 79 23 02. De 17 à 19 heures : UDI, 28 74 35, ■

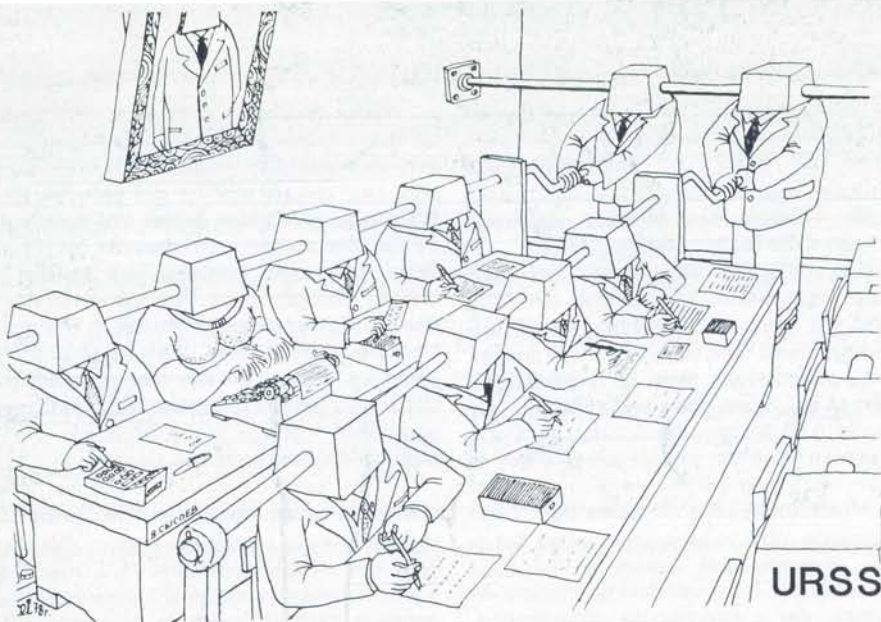


VIENT
DE
PARAITRE

Au sommaire

- Le 8 mars.
- Les municipales.
- L'emploi.
- Petite enfance.
- Femmes battues.
- Contraception.
- International (Espagne, USA, GB, RDA, Suède, Palestine, Pérou).

Pour écrire aux Cahiers du féminisme : PEC, 2, rue Richard-Lenoir, 93108 Montreuil.



Dessin de Sissoïev. (DR)

Pas de trêve pour la répression avec Andropov

Passé de la direction des services de contre-espionnage du KGB à la tête du Parti communiste d'Union soviétique (PCUS), Iouri Andropov n'a pas oublié ce qui fut, quinze ans durant, sa préoccupation essentielle : réprimer toute opposition, faire taire tous les dissidents. Il avait fait preuve d'un zèle particulier au cours des dernières années du règne de Leonid Brejnev, avec le grand nettoyage précédant les jeux Olympiques de 1980, puis le laminage du mouvement de défense des Droits de l'homme. Il entendait sans doute, par là, préparer une succession sans problèmes à la tête du parti et du pays et, de ce point de vue, il a réussi.

Ainsi, les autorités soviétiques n'ont pas relâché leur pression contre ceux qui pensent autrement qu'elles et qui ont l'impudence de continuer à le proclamer. Ceux qui ont tenté de nous présenter Andropov sous les traits d'un libéral peuvent déjà prendre la mesure de leur erreur. La répression s'est non seulement poursuivie depuis son accession à la charge suprême, mais elle s'est généralisée à tous les secteurs. Pour preuve, le fait que les courants nationalistes grands-russes qui jouissaient, ces dernières années, de la bienveillance du pouvoir, sont à leur tour frappés. De même, l'intransigeance dont ont fait preuve les autorités soviétiques face à la longue grève de la faim d'Anatoli Tchcharanski et aux très nombreuses protestations internationales à son sujet, vient témoigner de leur volonté de ne pas fléchir dans leur activité répressive.

Les nouvelles qui sont parvenues ces dernières semaines d'Union soviétique nous confirment dans cette conviction. Ainsi vient-on d'apprendre l'arrestation, le 8 février dernier, du caricaturiste Viatcheslav Sissoïev, dont les lecteurs de la revue française *l'Alternative* connaissent bien le talent mis au service de la dénonciation de l'univers bureaucratique soviétique (outre les illustrations des différents numéros de *l'Alternative*, un volume spécial de ses dessins a été publié par les éditions Maspero sous le titre *la Vie est devenue meilleure*).

Sissoïev, très éprouvé personnellement par la situation quotidienne faite aux dissidents dans son pays, avait décidé de passer dans la clandestinité en octobre 1979. Son expérience montre qu'on peut échapper durant quatre ans aux recherches du KGB en URSS, mais il faut aussi imaginer les conditions extrêmement dures dans lesquelles le caricaturiste a vécu cette période.

Sissoïev est poursuivi pour « violation de la loi réprimant la pornographie », les policiers ayant trouvé chez lui des dessins à caractère pornographique, et préférant cette accusation à celle, plus directement politique, qu'une grande partie de ses dessins antibureaucratiques pouvait justifier à leurs yeux.

On apprendait aussi récemment que l'opposant socialiste Roy Medvedev avait été condamné par le procureur général de Moscou en janvier 1983. Medvedev n'a pas été inculpé de « menées antisoviétiques » mais « averti » qu'il risquait une telle inculpation s'il poursuivait la publication de ses articles et de ses livres à l'étranger (son dernier livre, *Après octobre*, vient d'être publié à Rome par la maison d'édition du Parti communiste italien). La convocation de Medvedev et cet avertissement montrent à leur tour la volonté des autorités de ne rien laisser passer à travers les mailles de leur filet, alors que Medvedev, partisan d'une réforme à l'intérieur du système soviétique, a toujours pu, jusqu'ici, diffuser librement ses travaux à l'étranger.

LE PROCES DES « SOCIALISTES » AJOURNÉ POUR LA TROISIEME FOIS

Le KGB semble avoir affaire à un bien plus gros morceau avec « l'affaire des socialistes », née après l'arrestation, le 6 avril 1982, de six personnes travaillant dans des instituts de recherche officiels (voir *Inprecor* numéro 131 du 26 juillet 1982, et numéro 139 du 20 décembre 1982).

Le procès, qui devait s'ouvrir le 15 février, vient d'être reporté à une date indéterminée, sous prétexte d'une « maladie » du juge. Or, un juge soviétique ne tombe pas malade par hasard et, dans ce cas, il s'agit du troisième report du procès. Cela suffit à souligner l'importance qu'y attachent les autorités, mais aussi l'embarras dans lequel elles se trouvent, l'affaire semblant déborder bien au-delà des six inculpés.

Ces derniers, Kagarlitski, Khavkine, Fadine, Rivkine, Koudiokine et Tchernitski, sont inculpés, en vertu des articles 70 et 72 du Code pénal, d'« agitation antisoviétique » et de « création d'organisation antisoviétique ». Or, c'est la première fois, depuis le milieu des années 1960, qu'on juge une organisation et non des individus. Le caractère directement politique du procès apparaît donc avec évidence alors que, face à des individus, les autorités évitent toujours les accusations d'ordre politique. Là réside sans doute une première difficulté pour le pouvoir.

La deuxième découle du caractère clairement socialiste et antibureaucratique des revues animées par les inculpés, *Socialisme et Avenir* (anciennement *Tournant à gauche*) et *Variations*. Ces revues affirment, entre autres choses, que le « socialisme » soviétique n'a rien à voir avec le socialisme, qu'il faut renverser la bureaucratie pour retrouver le chemin du socialisme en URSS, et que, dans ce but, il faut élaborer des programmes sociaux concrets pour les travailleurs et s'organiser de façon indépendante. Elles donnent, en outre, une large place à la dénonciation de l'impérialisme et à la solidarité internationale avec les combattants salvadoriens ou avec les syndicalistes turcs, par exemple.

Une troisième difficulté réside dans la personnalité même des inculpés. Ils sont tous fils de personnages importants du régime et travaillaient, jusqu'à leur arrestation, dans des instituts officiels, comme l'Institut des relations internationales, dans la revue duquel certains de leurs travaux étaient publiés (une des accusations contre Fadine n'est-elle pas d'avoir reproduit des textes de Santiago Carrillo sur la machine à écrire personnelle du directeur de l'Institut ?). A ce titre, ils avaient de nombreux contacts et certaines possibilités de diffuser leurs idées. Le fait que leur « affaire » ait donné lieu à une cinquantaine de perquisitions et à l'interrogatoire de plusieurs dizaines de personnes semble le confirmer et ne facilite sans doute pas le travail du KGB. Mais cela ne peut que renforcer son acharnement contre les « socialistes ».

La mobilisation contre l'arrestation de Sissoïev et contre le procès des jeunes opposants de gauche s'annonce donc comme une tâche urgente pour les organisations ouvrières et démocratiques. Il faut, dès maintenant, multiplier les prises de position et les télégrammes aux ambassades d'Union soviétique. ■

Anna LIBERA
Paris, 17 février 1983.